



BIBLIOTECA CENTRALA
A
UNIVERSITAȚII
DIN
BUCUREȘTI

No. Curent..... Format.....

No. Inventar..... Anul

Secția..... Raftul

21128

GUGLIELMO FERRERO

L'UNITÉ DU MONDE

Quatrième édition



« LES DOCUMENTAIRES »

SIMON KRA, 6, RUE BLANCHE, PARIS

L'UNITE DU MONDE



Venaria d - un
Zug. P. P. Adrian
G. FERRERO

~~Inu. 76826~~

APATZEVU ANATREZ ASTOUC
REBUBO
ARCO

L'UNITÉ DU MONDE



331394

Quatrième édition



26220

« LES DOCUMENTAIRES »
KRA, 6, RUE BLANCHE, PARIS

1961

1956

D

Ac 178/06

BIBLIOTECA CENTRALĂ UNIVERSITARĂ
BUCUREȘTI
COTA 21128

IL A ÉTÉ TIRÉ DE CET OUVRAGE

2 exemplaires sur Japon impérial, numérotés de 1 à 2 ;
15 exemplaires sur pur fil Lafuma, numérotés de 3 à 17.
Et 200 exemplaires sur vélin numérotés de 18 à 217.

Le tout constituant l'édition originale.

B.C.U. Bucuresti



C26220

Copyright 1927, by Simon Kra.

Droits de reproduction et de traduction réservés pour tous pays
compris la Suède, la Norvège et la Russie

L'UNITÉ DU MONDE

Les générations travaillent dans les ténèbres. Elles ne connaissent l'œuvre de leurs mains. C'est seulement quand une histoire est terminée, quand les hommes peuvent se tourner et la regarder du dehors qu'ils commencent à la comprendre. Sans le savoir, l'humanité travaille depuis quatre siècles à la plus gigantesque de ses œuvres : la conquête et l'unification de la terre.

Cette conquête a commencé vers la fin du xv^e siècle, lorsqu'un grand Italien s'aventura avec quelques navires sur l'Océan et découvrit l'Amérique. Jusque-là, l'humanité ne se connaissait pas elle-même, et elle ne connaissait pas non plus la planète qui lui avait été assignée pour demeure ; elle ne savait pas quelle en était la forme véritable, de combien de races et de peuples

elle était habitée. Les membres de la famille humaine vivaient chacun de son côté, se connaissant peu ou ne se connaissant pas du tout les uns les autres, et tous séparés par la sauvage solitude des montagnes, des déserts ou des océans.

Après la découverte de l'Amérique, l'humanité commença à prendre possession de la terre et en quelque sorte à se retrouver elle-même par les explorations, les colonisations, les émigrations, les conquêtes, le commerce, les traités, la diplomatie, l'Évangile. Peu à peu les peuples, les races, les continents apprirent à se connaître. Depuis quatre siècles la terre devient peu à peu un seul et immense corps.

Lentes pendant trois siècles, la conquête et l'unification de la terre sont devenues plus rapides au XIX^e siècle, lorsque l'Europe et l'Amérique s'emparèrent de l'empire du fer et du feu, lorsqu'elles purent disposer de la vapeur et de l'électricité, des chemins de fer et du télégraphe. Vers la fin du XIX^e siècle on pouvait dire que désormais l'homme connaissait et possédait virtuellement le globe tout entier. Les rails et les câbles télégraphiques étaient les nerfs de la terre, devenue un seul grand corps. Cependant cette unification ne s'est pas accomplie sans une étrange

contradiction. Plus le monde s'unifiait dans sa propre connaissance, et plus ses parties se sentaient différentes dans la langue, la religion, la façon de concevoir la vie, la morale, les intérêts. Tant que les peuples et les branches de la famille humaine vécurent isolés, réunis par petits groupes, ils purent ignorer les différences qui les séparaient et par conséquent ni les aimer, ni les détester. L'éloignement et l'ignorance enveloppaient les différents groupes humains comme des zones d'indifférence imperméables à la haine et à l'amour.

Il n'en fut plus ainsi quand les branches dispersées de la famille humaine pénétrèrent les unes dans les autres. Elles s'aperçurent alors qu'elles étaient différentes, et ces différences les attirèrent mutuellement en même temps qu'elles leur inspirèrent une répugnance réciproque. De la diversité naquirent en même temps la haine et l'amour. C'est pourquoi l'unification du monde s'est faite à la fois par l'Évangile et par l'épée, par la fraternité et par l'extermination, par un échange de services et un échange de coups de canon. Au fur et à mesure que l'unification faisait des progrès, la terre devenait un volcan de guerres et de révolutions. Pendant les

quatre derniers siècles, elle a été dévastée par des guerres et des révolutions d'une importance et d'une violence croissantes, jusqu'à ce que la première fois le genre humain s'aperçut qu'il n'avait qu'un seul corps et une seule âme, et cela au milieu de la plus terrible des guerres qui l'aient jamais déchiré.

Que d'hommes, que de richesses, que d'États ont péri dans la guerre mondiale ! Que de douleurs, de fureurs, de haines, d'esprit révolutionnaire elle a répandu dans les multitudes humaines ! Quelle formidable explosion de férocité et de folie elle a provoquée sur trois continents !

Mais quelle impulsion elle a donné au lent progrès de l'unification du monde ! Quand l'Allemagne envahit la Belgique, le monde entier, l'Amérique et l'Australie comme la Hollande et le Danemarck, se sentirent menacés et blessés dans ce petit État écrasé par la force d'un géant. Quand l'empire russe croula, les riches du monde entier, depuis les banquiers de New-York jusqu'aux rajahs de l'Inde, tremblèrent pour leurs richesses ; tous les États du monde, républiques et monarchies, démocraties et aristocraties furent ébranlées sur leurs bases.

Tous les peuples du monde ont suivi la terrible lutte qui avait lieu au cœur de l'Europe, espérant quelque bien ou craignant quelque mal. Tous les peuples du monde ont joui et souffert de leurs illusions et de leurs désillusions dans la guerre et dans la paix. Tous les peuples du monde, et ceux-là même que la guerre a enrichis, souffrent aujourd'hui de la gigantesque destruction de richesses et de l'immense bouleversement des fortunes dont la guerre a été la cause.

Le monde souffre aujourd'hui d'insomnie, parce que l'Europe et l'Asie sont malades. L'instabilité de l'Europe, la sourde fermentation de l'Asie menacent la machine de l'univers tout entière. Si les peuples se haïssent et ont plus que jamais peur les uns des autres, ils n'eurent jamais non plus autant besoin les uns des autres. Ils sont tous malheureux, parce qu'ils se craignent, se détestent et se manquent les uns aux autres, alors qu'ils auraient tous besoin de leur voisin. L'Europe surtout n'a jamais été plus déchirée, et n'a jamais eu plus besoin d'unité.

La contradiction est tragique, terrible, monstrueuse. Mais ne la maudissons pas. Le sort veut que l'humanité ne se fonde pas seulement en s'aimant et en s'aidant, mais aussi en se haïssant

et en se déchirant. Depuis quatre siècles, chaque guerre porte à une fusion, quand elle n'anéantit pas un des combattants. La civilisation universelle, qui dominera demain la terre, se prépare par cette contradiction tragique.

L'unification du monde, faite par les explorations, par les colonisations, par les émigrations, par les religions universelles, par les guerres, par le commerce, par la diplomatie, par les chemins de fer et par la télégraphie doit conduire à une civilisation de caractère universel. Un corps unique ne peut pas vivre avec plusieurs âmes discordantes et ennemies. Le corps déjà presque unifié du monde a besoin d'une âme unique dans laquelle se fondra harmonieusement ce qu'il y a de meilleur dans toutes les civilisations déjà existantes : la morale chrétienne, l'industrie et la science occidentales, l'ancienne sagesse de l'Asie, la fleur de l'art européen et oriental.

Nous allons étudier le profond travail d'unification dans ses manifestations les plus obscures et les plus douloureuses.

II

LA CHINE ET L'EUROPE

Combien d'Européens savent lire le chinois ou le parler ? Mais la langue d'un peuple est la clef de ses idées et de ses sentiments. Depuis que l'Europe est venue en contact avec elle, la Chine toute entière n'a pas été plus accessible à notre connaissance que sa langue.

Quelques traductions, plus ou moins fidèles, d'un certain nombre de livres classiques, les relations des missionnaires, les impressions et les notes des voyageurs — voilà toutes nos sources d'information.

Ignorant tout de la Chine, nous nous sommes contentés d'une étrange explication qui finissait par rendre encore plus incompréhensible ce qu'elle voulait expliquer. La Chine serait une civilisation stationnaire depuis des milliers d'années !

Cette idée s'est tellement enracinée dans nos esprits, que nous considérons volontiers la révolution actuelle comme la fin d'un sommeil séculaire. Le géant endormi se serait réveillé !

Mais comment un peuple incapable de changement aurait-il pu créer une civilisation si compliquée et si raffinée ? Pourquoi les Chinois auraient-ils perdu, à un certain moment, la force de créer et d'évoluer, s'ils la possédaient autrefois ?

Quelle énigme, la Chine, pour l'Europe du XIX^e siècle ! Il est difficile de dire dans quelle mesure cette incompréhension était réciproque. On a l'impression que l'élite chinoise a compris un peu mieux l'Europe du XIX^e siècle que celle-ci la Chine. Mais cette compréhension semble avoir été plutôt l'effet de la crainte et d'une nécessité de défense que de la sympathie ou de l'admiration. Aujourd'hui surtout, au milieu des ruines de sa vieille civilisation confucienne, la Chine assimile des principes, des idées, des notions qui lui ont longtemps répugné mais pour se défendre contre l'Europe et l'Amérique. Cette assimilation ne dépassera pas, probablement, les nécessités de la défense.

S'il y avait deux mondes impénétrables l'un à l'autre, c'étaient bien l'Europe et la Chine.

Et pourtant ces deux mondes, qui ne se connaissent pas, agissent depuis deux siècles l'un sur l'autre. C'est une des révélations les plus inattendues et les plus surprenantes de l'unité du monde.

Il y a dans l'Empire céleste une école qui soutient que la Chine a eu une influence décisive sur la Révolution française. Un vieil écrivain chinois, qui connaît bien l'Europe tout en étant un ardent traditionaliste, Ku-Hung-Ming, l'a prétendu avec des arguments fort ingénieux. En quoi a consisté l'effort de la Révolution française, continué par le XIX^e siècle ? Dans la substitution d'une conception rationaliste de la société et de l'État à une conception mystique. Mais où les Européens ont-ils pris l'idée d'une société organisée et régie par la raison ? Ku-Hung-Ming n'hésite pas à répondre : en Chine, dans la vieille Chine de Confucius qui était beaucoup plus rationaliste que l'Europe catholique ou protestante d'avant la Révolution.

Le confucianisme étant une doctrine de la vie et de l'État, basée presque exclusivement sur une analyse raisonnée de la nature humaine, les Européens auraient commencé en Chine, pendant le XVII^e siècle et le XVIII^e siècle, à s'apercevoir

qu'une civilisation brillante et un État solide pouvaient subsister, sans les ingérences continuelles d'une religion organisée. Bien qu'un peu paradoxale, cette thèse pourrait être vraie en partie. Les progrès du rationalisme pendant le XVIII^e siècle ont eu beaucoup d'autres causes ; mais il n'est pas impossible que les exemples de la Chine y aient contribué. On expliquerait mieux, ainsi, la vive curiosité du XVIII^e siècle pour les choses chinoises. Mais si la Chine a participé indirectement au grand bouleversement européen de la fin du XVIII^e siècle, les rôles sont aujourd'hui intervertis. La Révolution chinoise est l'œuvre de l'Europe. Tout en connaissant peu et en comprenant mal la vieille Chine confucienne, l'Europe a réussi à la détruire.

La révolution chinoise rentre dans le cadre du grand événement qui, depuis la révolution jeune-turque de 1908, bouleverse l'Asie et l'Europe : l'effondrement du système monarchique. Le point de départ de la crise a été la chute de la monarchie chinoise et la proclamation de la République à Pékin en 1911. Mais pour quelle raison la monarchie chinoise est-elle tombée en 1911, malgré la vénération dont elle était encore entourée et la religion de la fidélité

à l'empereur prêchée par Confucius ? Parce que l'Europe et l'Amérique l'avaient minée depuis 1840 par les exemples et les doctrines, en même temps que par les guerres qu'elles lui avaient faites, les humiliations qu'elles lui avaient infligées, les traités qu'elles lui avaient imposés. Tandis que des complications diplomatiques toujours plus graves et des guerres toujours plus malheureuses démontraient à la Chine que le Fils du Ciel n'était plus capable de défendre son empire, les idées démocratiques de l'Occident se répandaient. Sur-tout après 1900, le soulèvement des Boxers et la dernière invasion européenne, les Universités et les écoles américaines se sont ouvertes à un nombre croissant de Chinois. Si, au XVIII^e siècle, les Européens revenaient de Chine avec l'idée d'une société qui se gouvernait sans prêtres, les Chinois rapportaient d'Amérique l'éblouissant souvenir d'une démocratie fabuleusement riche. Peu à peu, les doctrines, aidées par les événements et par les faiblesses du vieux régime, ont fait leur œuvre.

Tout le monde sait que les débuts de la révolution chinoise furent modestes. Les premières années, elle se borna à organiser une république parlementaire sur le modèle occidental. La guerre

26220



civile, le chambardement général, l'effort de toute une partie de l'humanité pour changer son histoire, comme une autre partie l'a changée, en Europe, entre 1789 et 1815, n'ont commencé qu'après et par effet de la guerre mondiale et de la révolution russe. La cause en est encore en Europe. Tant que l'empire russe a existé, les forces révolutionnaires de la Chine ont à peine osé remuer. Le colosse slave, ses ambitions notoires, la peur de lui fournir un prétexte à des interventions territoriales les glaçaient. Le colosse tombé, la Russie devenue une alliée de la révolution chinoise, les forces révolutionnaires ont éclaté avec une force incoercible.

Énorme, torpide, presque inexistante pour le progrès, tel que les peuples de l'Occident l'entendent, la Russie tsariste était un élément statique, dont l'importance mondiale a été révélée par sa disparition. Toute l'Asie et une partie de l'Europe conservaient leurs institutions anciennes, se résignaient à une paix et à un ordre dont elles n'étaient pas satisfaites, par peur du pouvoir mystérieux qui, de Saint-Petersbourg, intimidait deux continents. Aussi la chute de ce pouvoir a-t-elle été suivie d'une dislocation générale du

système monarchique. Si les premiers coups au système ont été donnés en Asie par la révolution turque de 1908 et la révolution chinoise de 1911, le coup décisif a été porté par la révolution russe. Après la chute de la dynastie moscovite, la monarchie s'effondre partout : en Autriche, en Allemagne, en Hongrie, en Turquie, en Grèce ; l'esprit de révolte contre l'Europe gagne toute l'Asie ; l'empire turc se transforme en une république dictatoriale et nationaliste, qui réussit à arracher à l'Europe le traité de Lausanne ; la révolution chinoise détruit une des plus anciennes civilisations du monde.

Combien complexes sont les répercussions des événements ! Parce que l'empire des tsars a été remplacé par une dictature révolutionnaire, toute la terre est dans l'inquiétude.

Autrefois, la terre avait des centres multiples et indépendants. Les empires pouvaient crouler dans l'Extrême-Orient sans que le bassin méditerranéen le sût ; le bassin méditerranéen pouvait tomber dans l'anarchie sans que la lointaine Asie dût s'en préoccuper. Maintenant, la terre vit d'une vie unique, malgré la diversité des races, des climats, des religions, des mœurs.

« Les événements intérieurs des autres pays ne nous regardent pas », aiment à répéter les diplomates. La formule peut avoir un sens dans le huis-clos des chancelleries ; elle n'en a aucun, si on la transporte au grand air de la vie réelle. On pourrait au contraire affirmer que rien n'intéresse davantage tous les peuples que les crises du pouvoir, les coups d'État, les révolutions qui peuvent ébranler sur ses bases l'ordre social dans une partie ou l'autre de la terre. Il n'y a plus parmi les nations de destinées isolées ; les répercussions directes ou indirectes des événements d'un bout à l'autre du globe sont aussi imprévisibles qu'inévitables ; la terre entière, pendant que ses parties luttent l'une contre l'autre et à cause de ces luttes, se laisse peu à peu s'enfermer dans un système de solidarités invisibles. Le monde s'unifie dans les catastrophes.

Mais les hommes ne s'en sont pas encore aperçus ; ils se croient à l'époque où les peuples, les civilisations, les États vivaient par petits groupes dans l'isolement des destinées respectives ; ils croient même, parce que la discorde règne dans le monde, que jamais ils n'ont été plus isolés et égoïstes. Cette contradiction entre la réalité et

l'état des esprits, cette avance que les faits ont prise sur les idées est une des plus grandes difficultés de notre temps. Presque toutes les déceptions de la guerre mondiale et de la paix n'ont pas eu d'autre cause. Au milieu de la guerre et après, on n'a vu que les conséquences immédiates des événements ; on n'a pas calculé les répercussions indirectes qui étaient souvent, dans l'unité presque réalisée du monde, beaucoup plus importantes ; et l'on s'est trouvé chaque jour en face d'une surprise nouvelle.

Il faut d'ailleurs le reconnaître : les répercussions sont presque toujours si compliquées qu'il est très difficile, et parfois même impossible de les prévoir. On peut, par contre, en se tournant vers le passé, découvrir même un lien entre la révolution chinoise, l'occupation de l'Égypte faite par l'Angleterre en 1882 et la guerre de 1870. La révolution chinoise n'a-t-elle pas pris un si grand élan parce que l'empire russe a croulé ? Or cet empire a croulé parce que les empires germaniques avaient réussi à le bloquer pendant la guerre mondiale ; et le blocus germanique n'a été si efficace que parce que la Turquie s'était alliée, dans la guerre mondiale, à l'Allemagne. Mais pourquoi la Turquie était-elle devenue la

grande amie de l'Allemagne, pendant les trente ans qui ont précédé la guerre mondiale ? Parce que l'Angleterre avait occupé l'Égypte, séparant ainsi les provinces asiatiques de son empire des provinces africaines et parce que la France s'était alliée à la Russie, l'ennemie héréditaire de l'empire du sultan.

Tout est lié dans l'histoire du monde moderne. Mais quel esprit pourrait prévoir des conséquences si lointaines dans l'enchevêtrement inextricable des occultes solidarités ? Faut-il alors en conclure que l'unité du monde est un malheur, qu'elle nous expose à provoquer, sans le vouloir, des catastrophes impossibles à prévoir ?

Nous nous révolterions contre la loi la plus profonde de la vie de l'humanité. Puisque ces catastrophes, provoquées par notre imprudence, accélèrent l'unité du monde, elles font partie du plan providentiel de l'histoire. Elles trouvent en elles-mêmes leur correctif salutaire, en développant l'unité du monde dans la réalité et le sens de cette unité dans les esprits. A mesure que ce sens deviendra plus fort et plus clair, il redonnera toute sa valeur à une qualité que les Européens et les Américains ont de moins en moins estimée depuis la Révolution française : la pru-

dence. Nous avons depuis un siècle confondu chaque jour davantage la sagesse avec la témérité. Ne perdre aucune occasion d'agrandir notre puissance et notre richesse, n'hésiter jamais à démolir ou à bouleverser le présent et le passé au profit de l'avenir, chercher toujours le succès immédiat en ne se préoccupant que des premières conséquences, telle a été la règle de l'action pour l'Occident dans les grandes affaires du monde. A mesure que la conscience humaine s'apercevra que dans le monde unifié les conséquences lointaines d'une action peuvent être formidables, cette fureur de l'action pour l'action devra se calmer et une lenteur prudente paraîtra plus sage que l'élan aveugle.

La vieille Chine, qui disparaît dans les flammes de la révolution, aurait pu nous donner sur ce point d'utiles enseignements. Il paraît qu'elle avait des hommes d'État que la précipitation de nos audaces et l'élan de nos ambitions faisaient un peu sourire. Tel devait être ce vieux mandarin qui, il y a une dizaine d'années, après avoir écouté un ardent éloge de la Révolution française fait par un homme d'État européen, lui répondit :

— Oui, la Révolution française a été un grand,

un très grand événement. Mais elle est encore bien récente pour la juger d'après ses effets. Ne serait-il pas plus sage d'attendre, pour voir lesquels parmi ses effets sont vraiment définitifs ?

III

ABEL ET CAÏN

« Vous voulez unifier le monde. Mais en attendant l'unité du monde, l'Europe est un volcan de haines nationales : voilà la cruelle vérité. Chaque peuple se croit Abel menacé par Caïn. Les amis de la paix et les conférences diplomatiques perdent leur temps ; aucune force de sentiment ou de raison ne triomphera de ces inimitiés indestructibles. »

Telle est une des objections auxquelles les sceptiques se complaisent. Une espèce de nécessité organique ferait les peuples éternellement ennemis. De fait, qu'un grand nombre d'entre eux, en Europe, soient divisés par des haines profondes et tenaces, qui pourrait le nier ? Bien que la France, l'Allemagne, l'Italie, l'Angleterre auxquelles nous attribuons la capacité d'aimer

et de haïr qu'ont les individus, ne soient que de vagues abstractions, ces haines collectives existent partout sans localisation précise, et se manifestent de temps en temps par des élans irrésistibles : la guerre mondiale l'a prouvé. Mais, s'ils peuvent être aujourd'hui un danger pour la paix, est-il exact de dire qu'ils soient une cause permanente et immanente de guerre ? Ne serait-il plus juste de voir dans ces haines un effet des guerres qui ont sévi en Europe depuis la Révolution française et de les rattacher, non pas à un besoin satanique de la nature humaine, mais à des événements historiques d'action limitée ?

Beaucoup de personnes ont fini par croire que les peuples de l'Europe se haïssent pour le simple plaisir de se faire du mal, parce que les causes historiques de leur haine sont souvent difficiles à découvrir. Un exemple de cette difficulté nous est donné par les accès de gallophobie qui éclatent de temps en temps en Italie. Les frontières élevées par la nature entre la France et l'Italie sont assez précises et massives pour que des contestations sérieuses soient impossibles. Depuis 1815 jusqu'à 1918, au cours d'un siècle, les deux pays ne se sont jamais fait la guerre, du moins si l'on ne veut pas donner ce nom à la petite expédition

de Rome, en 1849 ; et ils ont même été alliés deux fois. Il serait même exagéré de dire qu'ils ont été en guerre avant 1815, car, en Italie, les armées de la Révolution croisèrent le fer avec le Saint-Empire. La seule puissance italienne qui ait opposé une résistance méthodique à l'invasion a été le royaume de Piémont. Les armées françaises n'ont trouvé en Italie rien de semblable à ce qui les attendait en Espagne ou en Russie. En somme, la Révolution française a rapproché les deux pays dans une collaboration qui a pu être plus ou moins amicale, plus ou moins étroite à certains moments, mais qui n'a jamais été interrompue. Les deux peuples auraient dû être, depuis le début du XIX^e siècle, toujours amis.

Il n'en est rien. Tandis que, pendant le XVIII^e siècle, on ne trouve en Italie aucune trace de gallophobie, pendant tout le XIX^e siècle l'opinion italienne a été secouée périodiquement par des accès de fureur antifrançaise dont la violence était souvent sans proportion avec les incidents qui les avaient provoqués. Ces accès, tout en étant devenus plus faibles et plus rares, n'ont pas encore entièrement cessé et ils surprennent les Français comme des énigmes sans solution.

S'il y a un sentiment qui leur semble indépendant des contingences, c'est bien cette gallophobie aux inexplicables emportements.

Mais elle ne nous paraît indépendante que parce que nous avons oublié qu'il faut en chercher la cause lointaine dans une réaction de l'esprit national ancienne de plus d'un siècle. Il faut remonter aux débuts du XIX^e siècle et aux vingt années du régime français.

On pourra s'étonner d'une réaction qui, dans une certaine mesure, continue encore après plus d'un siècle. Bonaparte, la république cisalpine, le royaume d'Italie, Murat semblent bien loin dans l'histoire ! Mais leurs effets durent toujours. Au cours de ces vingt ans, presque tous les États de l'ancien régime disparurent dans la péninsule pour faire place à des créations nouvelles — républiques ou royaumes. Toute la vieille organisation sacerdotale et aristocratique de la société italienne fut détruite ; le pouvoir et la culture passèrent à des classes nouvelles. Les fortunes furent bouleversées ; l'Église fut presque complètement dépouillée ; beaucoup d'anciennes familles tombèrent dans la misère ; les nouveaux riches se multiplièrent ; les mœurs et les idées changèrent ; les anciennes industries disparurent ;

les petits centres, si brillants encore dans la seconde moitié du XVIII^e siècle, se mirent à décliner au profit de quelques grandes villes. Les populations se trouvèrent tout à coup en face d'obligations nouvelles, comme le service militaire, et d'énormes charges fiscales qui devaient être compensées par une nouvelle organisation politique qu'elles comprenaient mal.

Quand le Directoire s'engagea dans les affaires d'Italie, il ne prévoyait pas un tel bouleversement. Bonaparte n'en avait pas une idée plus précise quand il traversait les Alpes. Ce fut une surprise pour tous, auteurs et victimes; mais que de rancunes allait-il laisser derrière lui! Cette immense révolution venue du dehors, que le pays avait subie sans l'avoir ni désirée, ni prévue, ni préparée, avait eu ses victimes et ses favoris. Mais si les premiers devaient haïr la nation qui en avait été l'instrument, celle-ci ne pouvait compter sur la reconnaissance des bénéficiaires dès que le régime napoléonien s'effondra.

C'est ainsi que la gallophobie est née en Italie et qu'elle s'est transmise de génération en génération par le véhicule de la tradition littéraire et politique. Elle fut très violente dans la géné-

ration qui assista à la chute de Napoléon et dans celle qui suivit ; elle s'est atténuée progressivement, mais elle n'est pas morte encore. Elle a résisté aux alliances de 1859 et de 1915. Elle peut paraître un caprice de la haine collective ; elle est un reste d'événements historiques oubliés qui survit à leur souvenir.

Si cette survivance peut durer, depuis plus d'un siècle, entre deux peuples qui n'ont jamais été ennemis et qui, deux fois, ont même été alliés, combien plus profondes doivent être les haines entre les peuples qui se sont trouvés pendant le XIX^e siècle en lutte permanente ou périodique ! Mais si ces haines sont plus intenses, leur nature n'est pas différente. Les peuples ont, comme les individus, une certaine vanité qui les pousse à s'attribuer une supériorité réelle ou chimérique sur les autres. Et si cette vanité peut engendrer l'antipathie ou la haine, antipathie ou haine ne provoquent les guerres que lorsque les intérêts politiques viennent les surexciter. Le danger commence alors, car elles deviennent parfois plus fortes que les intérêts et agissent à la fin comme cause de guerre par elles-mêmes.

Pendant le XVII^e et le XVIII^e siècle, l'Europe ressemblait à l'Amérique d'aujourd'hui, où existe

entre les peuples un inoffensif esprit de rivalité et d'antagonisme. Un Argentin se moquera volontiers d'un Brésilien ; un Brésilien soulignera avec plaisir tout ce qui peut être nuisible ou désagréable à l'Argentine sans que pour cela il vienne à quiconque l'idée de voir dans cette mentalité un danger de guerre. La vanité des peuples dans l'Europe de l'ancien régime était moins vive encore que dans l'Amérique contemporaine. Les peuples se connaissaient moins et avaient moins de contacts. Il y avait alors des guerres, mais c'étaient les rois, les Cours, les États qui se combattaient par leurs soldats. Les peuples étaient spectateurs.

Avec la Révolution française, cette indifférence disparaît. Les grandes guerres politiques provoquées par la lutte entre la Tradition et la Révolution, entre le libéralisme et l'absolutisme, entre les principes monarchiques et les principes démocratiques commencent. Les grandes dynasties de l'Europe luttent avec tant d'obstination contre Napoléon parce qu'elles ne veulent pas, au centre de l'Europe, une puissante dynastie d'origine révolutionnaire, qui remplace le droit historique par le prestige de l'épée. L'Europe peut jouir de la paix entre 1815 et 1848 parce

que, pendant ces trente-trois ans, les monarchies grandes et petites, liées par une entente solide, sont sûres de leur pouvoir et n'ont pas besoin de prestige militaire pour gouverner. Les guerres recommencent-elles après 1848 parce que le conflit entre l'absolutisme et le libéralisme, entre le principe monarchique et le principe démocratique s'intensifie. Mais pour mener ces guerres, les États doivent mobiliser les peuples et leurs haines ; car le système militaire imposé à l'Europe par la Révolution française a transformé les anciennes luttes entre États et Couronnes en guerres entre peuples, où chaque homme est soldat non pas par profession mais par devoir civique. La surexcitation des haines nationales est liée à cette grande transformation du système militaire dans laquelle l'honneur et la capacité professionnels des soldats de l'ancien régime doivent être remplacés en partie par une explosion de passions grossières. Les peuples ne se sont pas battus parce qu'ils se haïssaient ; ils se sont haïs, parce qu'ils ont dû se battre.

La question de la paix et de la guerre en Europe se réduit donc à savoir si la grande lutte politique qu'on trouve au fond de toutes les guerres du XIX^e siècle est arrivée à un tel point

qu'un désarmement des esprits soit possible, au moins entre les peuples les plus forts de l'Europe. Mais comment pourrait-on en douter, quand on constate que toutes les révolutions qui, pendant les premiers vingt ans du xx^e siècle, ont secoué tant de trônes de la mer Baltique à la mer Jaune, forment une unité ? Qu'elles sont des épisodes détachés d'un grand mouvement historique, tendant à mettre l'Europe et l'Asie dans une condition analogue à celle où se trouve le continent américain, à les diviser en un grand nombre d'États en majorité républicains, qui, plus riches ou plus pauvres, plus grands ou plus petits, se trouveront politiquement égaux, de plus en plus libres de toutes les formes hiérarchiques de tutelle, de protection et de direction réciproque ? Que même l'Allemagne des Hohenzollern a coiffé le bonnet phrygien de la liberté ; et que la république allemande vacille chaque jour mais ne tombe pas ? Que nous assistons à une énorme démocratisation du monde, dans laquelle les grands empires disparaissent ?

IV

LES FAUX MIRAGES DE L'UNITÉ

Le maître du monde.

Je le sais : beaucoup d'esprits se révoltent contre ces affirmations. Ils ont le sens plus ou moins précis de l'unité du monde et de sa nécessité ; mais ils ne le conçoivent que sous la forme impériale, d'une hégémonie s'étendant peu à peu à toute la terre. Maintenant que la guerre mondiale a détruit l'ancienne suprématie de l'Europe sur l'Afrique, l'Asie, l'Océanie et sur une partie de l'Amérique ; maintenant qu'elle a mis en péril le thalassocratie anglaise, on se demande anxieusement qui va être le futur maître du monde, et par quel effort d'armes, d'argent et de ruses diplomatiques il va faire valoir ses droits souverains. Car le monde aurait besoin d'un maître...

Les États-Unis seraient-ils les prédestinés de

l'ère nouvelle ? Beaucoup de suffrages se portent vers eux. Fabuleusement riches, déjà avant la guerre, ils avaient alors des dettes envers l'Europe. Aujourd'hui, ils sont les créanciers de l'univers et les capitalistes du monde. La révolution russe les a débarrassés de leur plus redoutable concurrent dans la production de certaines matières premières d'une valeur inestimable : céréales et pétroles. Depuis cinquante ans, ils n'ont pas seulement beaucoup travaillé, mais ils ont aussi étudié avec ardeur. Ils possèdent une haute culture. Leur puissance navale égale presque celle de l'Angleterre. Étant au monde la seule république démocratique plus que centenaire, ils ont résolu depuis plus d'un siècle le problème avec lequel l'Allemagne, la Russie ou l'Italie commencent à peine à essayer leurs forces. Riches, puissants, cultivés, libres, doués d'institutions politiques ayant fait leurs preuves, situés entre l'Europe qui s'effrite et l'Asie qui se réveille par secousses, ils semblent pouvoir être les futurs arbitres du globe.

D'autres s'inquiètent du mystérieux Japon. La guerre l'a enrichi, elle en a fait un des trois maîtres de l'océan, elle l'a délivré de l'ogre moscovite qui menaçait de le dévorer. On se demande

dans certains milieux politiques et intellectuels ce qui pourrait arriver si le Japon réussissait à s'emparer de la Chine, à en faire un grand État moderne sous sa direction. La planète tout entière tremblerait.

Il y a aussi ceux qui espèrent ou redoutent une suprématie de la Russie. L'énigmatique gouvernement de Moscou jouit déjà, dans l'imagination de l'Occident, d'une espèce d'ubiquité diabolique. Partout où éclate une guerre, une révolution, voire même une émeute, en Bulgarie, en Chine, en Turquie, en Égypte, au Maroc, on voit son action, son influence, son argent, ses insaisissables émissaires. Il joue un peu, dans le drame de notre époque, le rôle du génie du mal, destiné peut-être à succomber à la longue, mais beaucoup plus actif et vigoureux que le nonchalant génie du bien. Ceux qui lui attribuent cette ubiquité sont facilement portés à supposer qu'il rêve l'empire du monde et qu'il pourrait le conquérir à travers un bouleversement universel. La Révolution française est encore, pour l'esprit moderne, un modèle dont les peuples pourraient, en le voulant, tirer beaucoup de répliques.

La guerre mondiale, ébranlant la suprématie de l'Europe, a fait un vide dans l'univers. Nous

cherchons à deviner quelle suprématie nouvelle va remplir ce vide, comme si le monde était destiné à vivre éternellement sous l'hégémonie d'une puissance ou d'un groupe de puissances privilégiées.

Mais le monde a-t-il vraiment besoin d'un maître ? La suprématie de l'Europe pendant le XIX^e siècle n'aurait-elle pas été un événement isolé, une nouveauté de l'histoire, destinée à finir avec les circonstances qui l'auraient déterminée ?

Les États-Unis sont devenus une formidable puissance industrielle, financière et navale. Sur ce point, chacun est d'accord. Mais il n'est pas pour cela démontré qu'ils pourront prendre la direction des affaires mondiales. Si leur richesse est immense, la puissance de l'argent, dans les grandes affaires du monde, est limitée. Le capital a sa loi propre ; il va où il espère gagner davantage, non pas là où il y a les intérêts politiques les plus importants à défendre. S'il peut, dans une certaine mesure, aider un gouvernement à atteindre certains buts, il ne consent jamais à se sacrifier à des exigences politiques ; et en tant que moyen de domination, il a ses faiblesses. Le créancier tient le débiteur, mais le débiteur

à son tour tient le créancier. Une puissance créancière a entre ses mains un moyen de pression sur son ou ses débiteurs ; mais elle est aussi liée à ceux-ci par une solidarité d'intérêts qui peut gêner considérablement son action politique. Elle ne peut lui faire du mal sans nuire à soi-même.

Il est difficile, pour un Européen, de deviner quel rôle le Japon pourra jouer en Asie, et indirectement, dans le monde. Le Japon, qui y était entré comme puissance moyenne, est sorti de la guerre mondiale comme l'une des plus grandes. On a toutefois l'impression que, dans le champ d'action qui devrait lui être le plus favorable : la Chine, il se heurte à des obstacles invisibles. En raisonnant d'après les idées européennes, toutes les nations s'attendaient à voir le Japon profiter de l'anarchie chinoise pour faire gros butin. Il agit dans les affaires chinoises avec une prudence qui peut s'expliquer seulement par des impossibilités sous-jacentes aux apparences fallacieuses du chaos jaune. La puissance et la faiblesse respectives du Japon et de la Chine ne doivent pas être aussi grandes qu'elles nous semblent à nous, observateurs lointains et mal renseignés.

Quant à l'hégémonie révolutionnaire de la

Russie, elle paraît bien appartenir à ces rêves qui plaisent à l'intellectualisme occidental, intoxiqué de précédents historiques. Les causes qui ont donné à la Révolution française une portée mondiale ont été exceptionnelles, comme les circonstances qui ont produit le merveilleux développement du XIX^e siècle. Si puissante que l'Europe soit, elle ne peut, à la distance d'un siècle, faire deux révolutions de caractère universel.

La vérité avait été devinée il y a vingt ans, par un des plus illustres champions de l'impérialisme de la génération passée, Lord Cromer, le proconsul anglais en Égypte : la civilisation occidentale est la négation de l'impérialisme, à cause de l'impossibilité totale et presque organique de se faire obéir, dans laquelle elle se débat sans espoir. Depuis trois siècles l'esprit occidental ne produit que des doctrines critiques et ne fait que des révolutions, dont le but est d'exciter toutes les énergies actives des individus et des peuples. La Réforme protestante, le développement de la science, les philosophies du XVIII^e siècle, la Révolution française, le système parlementaire, les doctrines et les institutions démocratiques, l'industrie, l'Amérique ont engendré l'individualisme anarchique qui aujourd'hui est le souffle et l'âme

de l'Occident, dans la famille, dans l'art, dans la religion, dans la philosophie, dans l'État, dans l'économie et dans la vie sociale. Délivrée de tant de liens, qui la retenaient, l'énergie humaine a pris un essor formidable ; mais les hommes sont devenus plus difficiles à gouverner. La culture de l'Occident est un puissant véhicule d'esprit critique et révolutionnaire, qui en Asie et en Afrique ronge les États et les empires fondés par l'Occident. Dès qu'un peuple s'occidentalise, il se révolte contre l'Occident.

Rome a pu donner la langue, les idées, les mœurs à un grand nombre de peuples, parce que jamais ses sujets n'ont cherché à se servir contre elle des armes que la civilisation romaine leur fournissait. Mais à présent... Regardez ce qui s'est passé dans le dernier siècle en Chine... Tant que la Chine était restée fidèle à sa vieille civilisation, tant qu'elle avait résisté aux chemins de fer et aux autres inventions de la pyrotechnie occidentale, tant qu'elle avait continué à obéir au fils du Ciel et à se faire gouverner par les mandarins, elle s'était pliée, surtout après 1840, aussi docilement qu'elle avait pu à l'influence souvent brutale de l'Europe. La Cour et les mandarins comprenaient combien il aurait été dan-

gereux de résister à des puissances, qu'elles tenaient pour barbares, mais qui étaient si terriblement armées. Ayant encore de l'autorité, la monarchie et la bureaucratie imposaient au peuple les sacrifices d'amour-propre et d'argent nécessaires pour satisfaire les « diables », les « vampires », les « barbares » d'Occident.

C'est ainsi que l'Europe et, plus tard, sur son exemple, le Japon, ont pu humilier, rançonner et démolir le vieil empire, sans courir des risques sérieux. Mais, après la malheureuse guerre avec le Japon, les nouvelles générations se réveillent en Chine. Les idées américaines et européennes pénètrent dans les classes supérieures, les chemins de fer se multiplient, la grande industrie se développe, la monarchie tombe, la vieille organisation sociale s'effrite. En même temps, ce que nous appellerions la conscience nationale, le désir de l'indépendance et de l'égalité, la haine contre l'Europe se généralisent et, la monarchie renversée, éclatent. A mesure qu'elle s'euro péanise, la Chine veut être un État indépendant et libre, comme le sont tous les États européens, grands ou petits. De plus en plus, il devient manifeste que l'Europe « avait fait » un beau rêve, quand elle avait espéré que les Orientaux prendraient,

de notre civilisation, seulement tout ce qui aurait pu nous servir à nous enrichir plus facilement à leurs dépens et à en faire nos dociles sujets !

Fonder des empires, dans ces conditions, c'est comme bâtir sur des sables mouvants. Le vide fait dans le monde parce qu'on pourrait appeler la déflation de la puissance européenne ne sera rempli par aucune hégémonie nouvelle. Nous allons vers un monde sans centres directeurs, divisé en un grand nombre d'États, grands ou petits, dont chacun vivra pour son compte, en subissant de moins en moins l'influence politique de ses voisins. La dernière colonne qui soutenait encore l'impérialisme européen, a été renversée avec l'écroulement du système monarchique, dont l'Asie a pris l'initiative avec la révolution turque de 1908 et la révolution chinoise de 1912. Tant que presque toute l'Europe et toute l'Asie étaient gouvernées par des monarchies, grandes ou petites, absolues ou constitutionnelles, mais toutes assez fortes pour pouvoir s'imposer au sentiment national de leurs peuples, les États pouvaient exercer facilement une influence directrice sur les États plus faibles par l'entremise de la Cour. Tout le système de l'influence européenne sur l'Asie,

comme toute la hiérarchie des puissances dirigeantes et dirigées en Europe, s'appuyait sur la politique dynastique. L'Amérique du Sud, déjà pendant le XIX^e siècle, échappait à l'influence politique de l'Europe et ne subissait que son influence financière et intellectuelle. Pourquoi ? Parce qu'elle était gouvernée par des républiques. Les grands États monarchiques de l'Europe ne trouvaient, dans ces républiques, aucun point d'appui pour exercer une influence politique.

C'est ce qui explique pourquoi, en Turquie, et en Chine, l'opposition à l'Europe a abouti à la république. On s'est d'abord quelque peu moqué, en Europe, de la République d'Angora et de la République de Pékin ; on a cru y voir une singerie maladroite d'élèves stupides s'appliquant à copier des modèles pour eux incompréhensibles. Il se pourrait que les républicains turcs et chinois aient su ce qu'ils faisaient, mieux que leurs critiques d'Europe ne le supposent. La république n'a été, dans les deux pays, qu'une machine de guerre du nationalisme contre l'influence étrangère.

Telle est d'ailleurs, un peu partout, la fonction des institutions républicaines. La république est une forme de gouvernement beaucoup plus natio-

nale que la monarchie, qui, par sa nature, doit tendre à une sorte de cosmopolitisme ou d'universalité supérieure aux variétés nationales. C'est pour cette raison qu'entre 1815 et 1848, dans la période splendide de la monarchie, les dynasties furent très jalouses du caractère supernational, universel, européen du principe monarchique ; et elles combattirent partout le mouvement des nationalités, qui se réveillaient avec de vagues aspirations républicaines. Le déclin de la monarchie commence en Europe après 1848, quand deux dynasties — les Savoie et les Hohenzollern — cherchent à s'identifier avec deux mouvements nationaux, à en prendre la direction, à devenir, comme on dit aujourd'hui, « nationalistes ». La monarchie nationaliste était, entre deux forces, contradictoires, un compromis artificiel qui ne pouvait durer longtemps, et qui, en Allemagne, a déjà abouti à son inévitable solution. Guillaume I^{er}, encore simple roi de Prusse, avait raison quand, en 1866, il dit à Bismarck, à propos de son intention de déclarer la guerre à l'Autriche, en soulevant la question du suffrage universel : « Mais c'est la révolution que vous me proposez. » La république était la conclusion logique des prémisses posées par la politique de

Bismarck et par la révolution de 1848, qui avait rendu cette politique possible.

* * *

Ne nous demandons donc pas qui va être, demain, le maître du monde, car le monde de demain n'appartiendra à aucun maître. Il sera divisé en un grand nombre de races, d'États, de civilisations, chaque race, chaque État et chaque civilisation cherchant à se diriger avec ses propres forces. Mais ici une objection se présente immédiatement, et avec les apparences d'une invincible rigueur. Cette pulvérisation des États et des peuples n'est-elle pas l'opposé de l'unité de l'Europe et du monde ? Au lieu de s'unifier le monde ne va-t-il pas devenir une nouvelle tour de Babel, avec une seconde confusion des langues ?

V

LA TOUR DE BABEL

La contradiction ne semble pas, hélas ! être niable. A partir de la Révolution française l'Europe est devenue une tour de Babel où la confusion des langues augmente à chaque génération. Mais la confusion n'a jamais été aussi grande comme après la guerre, qui avait été faite pour démolir la tour. Il en est du problème des langues et des nationalités comme de celui de la liberté. Pourquoi, après avoir appelé les peuples à combattre pour la liberté et pour l'indépendance, après avoir salué avec tant d'enthousiasme la victoire de la justice et du droit, les dictatures se multiplient-elles, le régime de la terreur et de l'intimidation se propage-t-il, et les lamentations des classes et des peuples opprimés retentissent-elles de nouveau d'un bout à l'autre de l'Europe, plus fortes que jamais ?

L'énigme semble obscure aux nombreux Œdipes qui veulent y répondre ; mais l'est-elle autant qu'elle semble ? Les vainqueurs ont cru, en 1918, que la guerre avait résolu les deux problèmes — celui de la liberté et celui des nationalités. Elle n'a fait au contraire que les poser ; pour qu'ils soient résolus, si nous sommes capables. L'Europe avait créé, après 1915, en combinant le principe monarchique et le principe démocratique, le principe dynastique et le principe national, un équilibre très ingénieux de droits et d'intérêts. Grâce à cet équilibre, dans toute l'Europe, à l'exception de la Russie et de la Turquie, toutes les classes avaient fini par jouir d'une certaine liberté et tous les peuples d'une certaine sécurité dans l'exercice de leurs droits nationaux. La seule exception était la Pologne, persécutée par un sort cruel depuis plus d'un siècle. Dans tous les autres États, les droits politiques des classes les plus nombreuses comme les droits nationaux des races exclues de la direction de l'État étaient limités, mais, dans leurs limites, bien garantis.

Les révolutions de 1917 et de 1918 et les traités de paix de 1919 ont détruit cet équilibre et les limitations qui le maintenaient. Mais peut-on

dire que, grâce à cette destruction, toutes les classes et tous les peuples ont élargi leurs droits, restreints sous les régimes de la vieille Europe monarchique ? Non. Ils ont acquis seulement la possibilité d'exercer des droits plus étendus sur les ruines des monarchies disparues. Les masses sont devenues, grâce au suffrage universel, la force dominante de l'État. Mais il faut qu'elles apprennent à gouverner, ce qui est plus difficile et plus compliqué que d'abattre une dynastie. Beaucoup de races assujetties de la vieille Europe ont secoué le joug de l'autorité monarchique, mais elles ont perdu aussi la protection que cette autorité supranationale pouvait leur accorder contre les races les plus fortes.

Toute limite est aussi un appui. Il en était ainsi des limites que la vieille Europe monarchique mettait aux droits politiques des masses et aux droits nationaux des races. Aujourd'hui, ces limites ont disparu : les classes et les races se trouvent en face de droits mal définis, dans une liberté théorique, qui n'est que la possibilité de lutter pour les étendre jusqu'à la suppression des droits antagonistes.

La tentation d'en abuser, surtout dans le domaine des langues, a été grande pour les plus

forts. Le système monarchique abattu, l'Europe s'est couverte de républiques qui ne peuvent se gouverner, si elles ne veulent pas tomber sous des dictatures militaires, que par le système représentatif. Mais l'unité des langues est beaucoup plus nécessaire à des républiques parlementaires qu'à des monarchies constitutionnelles ou absolues. Le système représentatif n'est pas d'application facile, même dans les pays qui ont une vieille unité de race et de langue ; mais toutes les difficultés se multiplient là où s'ajoute la diversité des langues...

Il n'est donc pas surprenant que, dans les nouveaux États polyglottes, on fasse des tentatives pour unifier rapidement la langue en employant la pression administrative, c'est-à-dire la force sous des formes multiples. Depuis cinquante ans, l'Europe a, un peu partout, sous l'influence d'idées et de doctrines différentes, perdu la notion de ce que la force peut faire et de ce qu'elle ne peut pas faire. La mystique de la force, qu'on a tant reprochée aux Allemands pendant la guerre, est une maladie générale. Aussi les cris de peuples qu'on voudrait contraindre à abandonner la langue de leurs pères se font entendre un peu partout.

L'unité de l'Europe et du monde a alors besoin de la plus horrible des tyrannies, celle qui veut obliger les hommes à changer leur langue ? Non. Si la violence a son rôle dans l'unification du monde, la violence philologique est inutile, car elle est une chimère. Elle ne peut aboutir à rien. Les peuples changent de langues, mais spontanément et lentement. Il n'y a aucune force politique ou militaire qui soit capable de les y contraindre. Si l'histoire peut se porter garante d'une vérité universelle et éternelle, c'est bien de celle-là. L'histoire de Rome surtout.

Rome a fait, dans sa longue carrière, une immense unification linguistique. Elle commença par l'Italie. Quelle variété de langues existait dans l'étroite péninsule alors que Rome n'était encore qu'une très petite puissance de l'Italie centrale ! Peu à peu, l'étrusque comme le grec, les dialectes italiques du centre comme les dialectes celtiques du Nord reculèrent devant la langue du peuple qui devenait dominatrice. Mais les deux caractères essentiels de cette grande transformation furent la spontanéité et la lenteur. Jamais le gouvernement de Rome ne s'est soucié d'encourager l'étude du latin ou d'empêcher l'étude des langues concurrentes. Toujours

il a laissé agir les forces naturelles, c'est-à-dire l'intérêt des peuples soumis, en leur accordant le temps nécessaire. A l'époque d'Auguste, le grec était encore largement parlé dans l'Italie méridionale. *Bilinguis Apulia*, dit Horace de son pays.

Avec l'empire, le latin s'empare de toute l'Europe romaine et de l'Afrique du Nord en écartant les dialectes et les langues nationales dans les provinces africaines, en Espagne, en Gaule, en Pannonie, dans toute la péninsule balkanique. La partie de l'Europe où l'on parle à présent des langues latines ne représente plus qu'une portion de l'immense territoire où, pendant les premiers siècles de l'empire, le latin avait triomphé. Mais cette victoire philologique aussi avait été spontanée et lente. Jamais on n'a eu à Rome l'étrange idée d'obliger par la force les peuples soumis à parler la langue du peuple souverain.

Une autre preuve de ce grand phénomène nous est donnée par l'histoire récente de certains États de l'Europe. On sait qu'une partie de la Prusse actuelle, surtout dans les régions de l'Est et du Nord, était peuplée par des Slaves, il y a seulement quelques siècles. Au Congrès

de Vienne, la Prusse était encore considérée comme un État plus slave que germanique. Une partie de ces populations polonaises — la plus excentrique — a été lentement germanisée par un processus naturel d'absorption, qui est devenu moins efficace à mesure qu'on s'est rapproché de la masse compacte de la Pologne historique. A un certain moment, la nationalité polonaise a opposé une résistance invincible à la germanisation lente et spontanée. Alors, dans la seconde moitié du XIX^e siècle, on a eu recours à la germanisation forcée ; mais elle n'a donné d'autres résultats que de surexciter encore le *nationalisme* polonais.

Les lois faites par la Russie et par la Prusse pour déraciner le polonais attestent de façon décisive l'inutilité d'une telle politique. L'échec allemand surtout est probant. L'Allemagne pouvait s'aider, dans son action coercitive, d'une très haute culture. Si la force pouvait aider l'intelligence à déraciner une vieille langue, elle aurait dû remporter cette fois un succès éclatant. Son emploi n'a fait que diminuer l'attrait que la culture allemande, si elle s'était présentée sans cortège d'huissiers et de gendarmes, aurait exercé sur l'esprit polonais.

Tout le monde sait que chaque être humain apprend presque sans effort appréciable sa langue natale, parce qu'il l'apprend peu à peu ; tandis que l'étude d'une langue étrangère est un travail pénible et ennuyeux, qui exige des efforts de volonté très intenses. Si beaucoup de personnes font aujourd'hui cet effort, c'est qu'elles y sont poussées par un intérêt ou par une passion ; par le désir d'apprendre, par exemple, ou par la recherche d'un gain matériel. C'est enfantin de supposer que des millions d'hommes s'y résoudront, sans passion ou intérêt, par simple intimidation.

Les peuples ne changent de langue que lentement et quand ils y trouvent un avantage appréciable ; et la transition est toujours représentée par une période où la majorité parle les deux langues : la plus ancienne qu'elle va abandonner et la nouvelle qu'elle va adopter. *Bilinguis Apulia*, dit Horace ; c'est nous dire qu'à son époque le grec agonisait dans l'Italie du Sud. On voit aujourd'hui le même phénomène se reproduire en Amérique. Parmi les émigrés venus d'Europe, la première génération, celle qui est arrivée dans le Nouveau Monde déjà à l'âge de raison, parle bien sa langue nationale et apprend tant

bien que mal l'anglais, l'espagnol ou le portugais. La seconde génération, celle qui est née dans le pays, parle encore les deux langues, mais, tandis qu'elle parle bien l'anglais, l'espagnol ou le portugais, elle parle mal la langue originelle de ses parents. La troisième génération ne sait plus que la langue du pays.

Oui, c'est certain : surtout dans l'Europe centrale, les langues et les races sont trop entremêlées. La variété philologique se transforme trop facilement sous la pression de la politique en une scission morale. Le danger est manifeste ; et il inquiète à raison les esprits clairvoyants. L'idéal serait que les langues finissent par se grouper en Europe en masses compactes, englobant des territoires limitrophes. Mais cette unification ne peut être l'œuvre que du temps et de forces historiques agissant spontanément. Les forces politiques sont impuissantes contre la malédiction babelique, qui persécute l'homme depuis le commencement de l'histoire.

Il faudra du temps, c'est-à-dire : patience et liberté. L'unité des langues ne peut naître que peu à peu de l'unité morale, qui est destinée à augmenter partout, malgré les luttes des haines, la pulvérisation politique et la multiplication des

centres dirigeants. Non seulement l'Europe, mais le monde entier va être uni de plus en plus par quelques idées, bonnes ou mauvaises, qui se généralisent sous toutes les latitudes et parmi toutes les races. Je citerai deux de ces idées : l'idée démocratique et l'idée de progrès. L'idée que le gouvernement doit être l'expression de la volonté du peuple a beaucoup d'ennemis en Europe. L'Italie fourmille de jeunes prophètes, nourris de la moelle de Nietzsche, qui prêchent la croisade contre cette doctrine, dénoncée comme un fléau destructeur de la civilisation. Si elle l'est, je crains fort qu'elle soit à peine au commencement de ses ravages. Bien qu'elle ait déjà donné naissance à un certain nombre de gouvernements horriblement despotiques, elle se répand et agite des millions d'hommes de toutes les couleurs dans l'immense espoir d'un meilleur avenir. Même s'il devait aboutir à une catastrophe générale, le mouvement a pris sur tout le globe de telles proportions que les objections et les invectives des classes intellectuelles de l'Europe ne suffiront plus à l'arrêter.

L'idée de progrès, telle que le xx^e siècle l'a créée, commence à pénétrer dans les profondeurs de l'Asie. C'est une idée simple et grossière, beau-

coup plus simple et grossière que celle de la souveraineté du peuple, bien qu'elle soit moins attaquée par les intellectuels européens ; car elle se réduit à l'optimisme un peu naïf de croire que tous les instruments qui augmentent notre richesse et notre puissance nous rendent meilleurs. Et c'est une idée qui, probablement, dans sa naïveté, contient beaucoup plus de dangers que celle du peuple souverain ; mais elle possède une force de séduction invincible sur l'esprit simple des masses. Il n'est point surprenant qu'elle se généralise même parmi les vieilles races du continent asiatique, jusqu'à hier attachées à des traditions pleines d'une sagesse beaucoup plus profonde.

Si le monde, unifié par ces idées, sera plus ou moins heureux qu'il ne l'était il y a cinquante ans, qui pourrait le dire ? La question est insoluble ; et même si on pouvait y répondre, elle n'aurait pas, d'ailleurs, grande importance. Les forces qui mènent le monde aujourd'hui sont si énormes, que notre désir du bonheur est impuissant à les arrêter et à les diriger.



VI

LE PEUPLE SOUVERAIN ET SES DEUX VOLONTÉS

« Même s'il devait aboutir à une catastrophe générale... » ai-je dit. Il est certain que l'idée démocratique est à la fois une des forces unificatrices du monde moderne les plus puissantes et les plus dangereuses. Tâchons de comprendre pourquoi cette idée et toutes les réalités qui en dépendent sont en même temps une nécessité et un péril. Ce sera plus fructueux que de perdre notre temps avec les éternelles et inutiles discussions auxquelles se plaisent les partis de gauche et les partis de droite.

La souveraineté du peuple est la doctrine du rationalisme politique, qui, pendant le dix-neuvième siècle, a dépossédé toutes les doctrines mystiques de l'Etat. Les hommes n'ont jamais conçu le pouvoir que comme une délégation de

Dieu ou comme une délégation du peuple. Ces deux délégations sont les principes opposés auxquels aboutissent, respectivement, les doctrines mystiques et rationalistes de l'État ; il n'y a pas d'autres principes, et les systèmes mixtes, par lesquels on a cherché à les concilier dans la réalité, ont adouci parfois, mais n'ont jamais étouffé leur inconciliable antagonisme. Cet antagonisme, inhérent à l'essence même des deux principes, n'a pas cessé un instant de troubler l'Europe pendant le XIX^e siècle. A mesure que la croyance dans le droit divin des rois s'affaiblissait, la souveraineté des peuples devenait une réalité, agissant avec plus de force.

Ce rationalisme politique n'est même plus lié à l'incrédulité religieuse, car il peut aujourd'hui s'allier très bien à la croyance la plus robuste dans les dogmes de la religion. Les classes dirigeantes du XVIII^e siècle, dans les pays catholiques comme dans les pays protestants, étaient plus incrédules que celles du XIX^e. Mais cette incrédulité n'avait pas, jusqu'à la Révolution française, sérieusement ébranlé le droit divin des rois. Le mouvement philosophique, qui a préparé le grand bouleversement de la fin du siècle, ne l'avait jamais attaqué de front.

Pendant la première moitié du XIX^e siècle, une partie des classes élevées, dans l'Europe catholique comme dans l'Europe protestante, se réconcilie avec Dieu. Mais le droit divin des rois ne profite guère de cette renaissance religieuse. La ferveur renouvelée avec laquelle beaucoup de catholiques et de protestants croyaient, après 1815, aux dogmes de l'Église ou aux doctrines de Luther et de Calvin, ne les portait pas à croire aussi qu'une famille possédait le droit surnaturel de gérer sans contrôle toutes les affaires de leur pays. Le sens de la réalité et l'esprit critique s'étaient trop éveillés dans les classes supérieures, même religieuses, pour que la politique pût être pour elles autre chose qu'un système de calculs humains et de passions profanes, n'ayant plus rien de commun avec la foi, sauf le devoir de respecter les lois divines. Les tentatives faites par l'Église catholique pour soutenir l'absolutisme dans la première moitié du XIX^e siècle ne pouvaient qu'échouer. Le courant des réalités entraînait l'époque dans le sens opposé.

Lamennais est l'écrivain du XIX^e siècle chez qui ce conflit de la conscience moderne — obligée à laïciser la politique, même et peut-être surtout

quand elle s'enflammait de zèle religieux — est plus visible et plus dramatique. Deux pages de lui, écrites à la distance de dix ans, nous montrent, comme en un puissant raccourci, la plus grande crise politique de notre civilisation.

En 1823, dans un article publié pour commémorer la mort de Louis XVI, Lamennais s'exprimait ainsi :

« Que les rois apprennent ce qu'ils sont : *ministres de Dieu pour le bien*, dépositaires de sa puissance. Ils l'ont reçue de lui, ils ne peuvent l'aliéner. La royauté est un véritable sacerdoce politique ; on ne peut pas plus s'en dépouiller que du sacerdoce religieux. L'un et l'autre sont divins dans leur origine, dans leur objet ; l'un et l'autre, quoique différemment, dérivent de la même source ; et l'on est roi comme l'on est prêtre, non pour soi, mais pour le peuple, qu'on est appelé à conduire, à *sauver*. Le pouvoir ne cesse jamais d'appartenir à Dieu ; jamais il ne devient la propriété de celui qui l'exerce. Un roi n'est pas un homme puissant. Qu'est-ce que la puissance d'un homme ? Il est, nous le répétons, le *ministre de Dieu* ; et, le dirai-je en ce jour, Louis XVI n'a péri que parce qu'il voulut n'être

qu'un homme, lorsqu'il lui était commandé d'être roi.

« Et aussi voilà ce qui fit de sa mort une calamité telle qu'aucune nation n'en éprouva jamais de semblable. Avec lui périt la royauté, et depuis nous avons eu l'anarchie, le despotisme, tout, excepté elle... »

Il est difficile d'exprimer avec plus de force et de ferveur la pure doctrine du droit divin. Mais voici ce que Lamennais écrivait, dix ans après, dans le *Livre du peuple* :

« Peuple, écoute ce qu'ils t'ont dit et à quoi ils t'ont comparé.

« Ils ont dit que tu étais un troupeau et qu'ils en étaient les pasteurs ; toi, la brute, eux, l'homme. A eux donc ta toison, ton lait, ta chair. Pais sous leur houlette...

« Ils ont dit aussi que la puissance royale était celle d'un père sur ses enfants toujours mineurs. Sans liberté, dès lors, et sans priorité, le peuple, éternellement incapable de raison, vit dans une dépendance absolue du prince, qui dispose de lui et de toute chose, comme il lui plaît. Servitude encore et misère !

« Quelques-uns ne reconnaissent que la force

pour arbitre de la société... Pauvre peuple, on te foule, on t'opprime : de quoi te plains-tu ? Dans ta candide simplicité, tu demandes à la tyrannie ses titres. Est-ce que partout tu ne les vois pas ? Est-ce que tu ne vois pas ces baïonnettes qui luisent au soleil, et ces canons, braqués sur les places publiques ?

« D'autres ont imaginé que le pouvoir appartenait de droit à quelques races d'une nature plus parfaite ou que Dieu le conférait immédiatement, soit à des individus choisis pour certaines fins particulières, soit à des familles destinées à le posséder perpétuellement... Ils ont appelé cela le droit divin.

« Peuple, ferme l'oreille à ces mensonges. Laisse l'impie blasphémer le Père du genre humain et apprends à connaître ses lois véritables, à connaître ton droit pour le conquérir.

« Tous les hommes naissent égaux et, par conséquent, indépendants les uns des autres ; nul, en venant au monde, n'apporte avec soi le droit de commander. Si chacun, originairement, était tenu d'obéir à la volonté d'un autre, il n'existerait point de liberté morale...

« Or, l'indépendance personnelle et la souveraineté ne sont qu'une même chose... Sublime

attribut de l'intelligence, la souveraineté de soi, ou la liberté, forme le caractère essentiel qui distingue l'homme de la brute, soumise à la fatalité et emportée par elle dans la sphère de son existence aveugle, comme les corps célestes dans leurs orbites rigoureusement déterminées.

« Aucun homme ne peut aliéner sa souveraineté, parce qu'il ne peut abdiquer sa nature ou cesser d'être un homme ; et de la souveraineté de chaque individu naît dans la société la souveraineté collective de tous ou la souveraineté du peuple, également inaliénable. »

Le renversement est total. Pourquoi, à dix ans de distance, l'éloquent écrivain transporte-t-il de Dieu au peuple l'inaliénable pouvoir, qui est la source de l'autorité, avec la même logique passionnée et intrépide jusqu'à l'absurde ? Parce que, pendant ces dix ans, la Révolution de 1830 avait renversé la branche aînée des Bourbons. Un catholique ardent, épris de toutes les réalités invisibles, — vérité, justice, ordre, autorité, — pouvait encore reconnaître en Louis XVIII et en Charles X des « ministres de Dieu ». Un long passé attestait, et la sanglante interruption de la Révolution confirmait leur mission surnaturelle

dans le gouvernement de la France aux yeux de tous les croyants de la légitimité. Mais pouvait-il voir un « ministre de Dieu », un « oint du Seigneur » en Louis-Philippe ? La manipulation profane, qui l'avait sacré sur les barricades, était trop manifeste. Paris, la France, l'Europe avaient vu un banquier, M. Laffitte, et une petite coterie de parlementaires et de financiers couronner le nouveau roi, non plus de France, mais des Français. Après les journées de Juillet, la monarchie n'était plus une institution surnaturelle, basée sur un principe mystique ; elle était devenue un des nombreux outils humains de la politique, ingénieusement agencé pour maintenir un certain équilibre entre les forces discordantes d'une époque déchirée. Mêler le Saint-Esprit à ces jeux d'équilibre aurait été un sacrilège. Et l'âme ardente du grand écrivain, qui cherchait comme source d'autorité un principe cohérent et non un expédient contradictoire, se rejeta vers la doctrine opposée — la souveraineté du peuple — qui, seule, pouvait encore satisfaire son besoin de logique, de cohérence, de grandeur.

La volte-face de l'esprit du monde a été beaucoup plus lente que celle de Lamennais ; mais elle a obéi à la même logique du réalisme irréal

qui domine tout le XIX^e siècle. A mesure que la monarchie, après 1848, devient un outil humain, apprécié d'après ses résultats, la doctrine de la souveraineté du peuple marche sans hésitation vers sa conclusion dernière à la fois logique et absurde : le suffrage universel de tous les hommes et de toutes les femmes. Si le pouvoir est une délégation du peuple, où peut-on logiquement reconnaître aujourd'hui le peuple, si ce n'est dans la totalité des hommes et des femmes ? Cette logique du principe, à la fois impérieuse et vide, a démocratisé, plus ou moins, pendant le demi-siècle qui a précédé la guerre mondiale tous les États européens, en amenant même les plus conservateurs — l'empire d'Autriche, par exemple — à adopter le suffrage universel. Maintenant que la guerre et la révolution ont balayé les plus puissantes dynasties de l'Europe, le suffrage universel a conquis, presque sans s'en apercevoir, la situation souveraine que Lamennais lui avait octroyée dans ses apostrophes enflammées, après les journées de Juillet. Les rois disparus, les peuples devraient commander, souverains impersonnels, sources sacrées de la légitimité.

Mais voilà que, tout à coup, le monde se trouve

devant une difficulté qu'il n'avait jamais soupçonnée.

Le principe de la souveraineté du peuple est ancien, car il remonte à l'antiquité grecque et romaine. Mais les peuples souverains de l'antiquité étaient des élites restreintes de citoyens libres. A Rome, cette élite restreinte était dominée par une aristocratie, véritable élite d'une élite. Les traditions, les lois, les croyances religieuses, l'ignorance, la pauvreté, la conscience de la faiblesse humaine entouraient de limites et de barrières multiples la volonté de ce souverain collectif.

En Europe et en Amérique, le suffrage universel est aujourd'hui le triomphe de la masse, du nombre, de la quantité. Ce souverain collectif est une espèce de monstre, avec un corps énorme, une tête très petite, des griffes parfois tranchantes, qui, d'habitude, se vautre dans une lourde somnolence et se laisse conduire docilement, comme un agneau par un enfant. Il est saisi pourtant, parfois, d'accès de fureur ; alors, il rugit, il mord, il crache du feu ; et les dompteurs les plus intrépides ne réussissent pas à le calmer. Son intelligence est limitée comme celle d'un enfant ; pour lui faire comprendre quoi que ce,

soit, il faut tout simplifier, même les questions qui ne sont compréhensibles que dans leur complexité. Il se laisse facilement éblouir, tromper et même épouvanter, mais il a pris à son époque une vague conviction d'être tout-puissant, que son ignorance alimente. Il n'a aucune idée précise des chaînes d'airain qui lient les actions des hommes dans ce misérable monde, esclave de la causalité ; il s'imagine facilement que l'erreur, la folie, l'ignorance, le gaspillage ne produiront aucune des conséquences qu'ils comportent ; il se laisse volontiers transporter par ses illusions et par la rhétorique de ses adulateurs dans le monde des rêves, où il suffit de désirer une chose pour qu'elle se réalise... Et rien ne limite plus ou ne dirige sa volonté erratique : ni des traditions, ni des croyances religieuses ou des principes philosophiques indiscutables, ni des institutions solides, ni des nécessités reconnues comme supérieures à ses forces.

Dans ces conditions, beaucoup d'esprits se demandent si le monde pourra être encore gouverné et de quelle façon. Le suffrage universel, livré à lui-même, dans le désordre actuel du monde désaxé, leur semble le chaos toujours menaçant, la possibilité des surprises les plus

redoutables. Faut-il alors l'enchaîner ? C'est ce que conseillent les partisans de la dictature. Mais on ne voit pas bien sur quoi ces dictatures s'appuieraient pour imposer un remède si violent. Il est impossible de tenir longuement des millions d'hommes sous la terreur, car plus la pression est violente, plus elle use rapidement ses moyens d'action.

D'autres mettent leur espoir en une révolution intellectuelle et morale, qui renverserait la doctrine de la souveraineté du peuple. Si une telle révolution était possible et prochaine, nous nous trouverions à un de ces tournants de l'histoire qui déjouent toutes les prévisions. Le rationalisme politique, aujourd'hui dominant, serait remplacé par une forme nouvelle de mysticisme : qui pourrait dire de quels bouleversements un pareil changement serait accompagné ?

Au lieu d'envisager des hypothèses aussi hasardeuses, il serait mieux, peut-être, de se demander si, parmi les problèmes que la guerre mondiale a légués aux peuples, il ne faut pas compter aussi l'organisation du suffrage universel. En Angleterre, en France, en Suisse, en Allemagne, les partis avaient déjà, avant la guerre, organisé les grandes consultations nationales de ce suf-

frage ; mais l'organisation, qui était alors suffisante, l'est-elle encore ? Ne faudrait-il pas la perfectionner là où elle existe déjà et la créer là où elle n'existe pas, pour donner au suffrage universel une clairvoyance, une pondération et une cohérence moins disproportionnées à la tâche qu'il doit remplir ?

L'avenir de l'Europe dépend de la réponse qu'elle donnera à ces deux questions. Mais cette réponse n'est pas facile, car pour organiser sérieusement le suffrage universel, il faudrait aussi le défendre contre ses égarements ; tâcher d'assurer que la volonté *profonde et permanente* des peuples triomphe toujours de leur *volonté passagère et capricieuse*.

Ces deux volontés existent aussi dans les individus. La volonté permanente est celle qui nous pousse vers les buts essentiels de notre existence, — notre travail, notre famille, notre rôle social, grand ou petit. Mais la volonté permanente est souvent dérangée par des passions passagères — amours, haines, ambitions, rivalités, enthousiasmes — qui, peu durables d'habitude, ont parfois la violence du cyclone. Ces passions font souvent commettre à un homme des folies qui détruisent l'œuvre de sa volonté permanente.

Un homme fort et sage est celui dont la volonté profonde et permanente sait toujours l'emporter sur la volonté passagère et capricieuse.

Il en est de même des peuples. Une volonté permanente les attache à leur mission historique. Mais les peuples aussi sont susceptibles de fureurs passagères, d'accès d'amour ou de haine, d'illusions et d'engouements qui peuvent les détourner de leur œuvre permanente, compromettre leur avenir pour longtemps. Dans le désordre où gît le monde, ces accès seront plus faciles et plus dangereux. Le suffrage universel pourra devenir, selon le moment, l'organe de la volonté permanente et saine, ou celui d'un des caprices destructifs.

Le problème peut-il être résolu ? Sera-t-il possible de créer, à côté du suffrage universel, un suffrage plus restreint, plus choisi, plus réfléchi, moins flottant, qui soit l'expression stable de la volonté permanente et profonde du pays ? Parviendra-t-on à conférer aux corps issus de ce suffrage plus restreint l'autorité dont ils ont besoin pour corriger les excès, les précipitations, les incohérences du suffrage universel et des organes qui le représentent, pour résister au suffrage universel quand celui-ci se laisse aveugler par

un dangereux caprice ou un engouement passager, et pour lui donner le temps de réfléchir et de se retrouver soi-même ? Trouvera-t-on le roc ferme qui demeure inébranlable sous les fluctuations incessantes de l'esprit public ? Il semble évident qu'à une profondeur plus ou moins grande ce roc doit exister. Le tout est d'arriver jusqu'à lui.

VII

LES NÉGATIONS DE L'UNITÉ DU MONDE :

a) *La question des océans.*

Un des bonheurs inouïs dont nous jouissions encore au début de 1914 — génération privilégiée sans le savoir — était la paix des mers. Pour la première fois dans l'histoire du monde, les mers et les océans étaient, depuis un siècle, propriété commune, sûre et tranquille du genre humain. Les pirates avaient disparu même des mers les plus désertes et sauvages ; les guerres étaient rares, courtes et peu sanglantes ; toutes les mers et tous les océans s'ouvraient également aux navires de tous les États, grands et petits, puissants et faibles. Sur mer les peuples se retrouvaient égaux : les Scandinaves et les Anglais, les descendants d'Arminius et les petits-fils d'Ulysse.

De grosses flottes de guerre se cachaient dans les ports. La flotte anglaise venait d'abord, comme nombre et réputation. A côté d'elle la flotte allemande, moins considérable, mais toute neuve, toute d'ardeur, et impatiente de faire ses preuves. Ensuite venait la marine américaine, imposante par le nombre de ses navires et la puissance de ses armes ; la marine française, un peu lente à s'accroître, mais illustre par ses traditions et ses souvenirs, forte de vaisseaux magnifiques et commandés par des officiers de grande capacité ; l'italienne, jeune, un peu inégale, mais plastique et de force croissante ; la marine russe, convalescente de blessures que lui avait, peu auparavant, infligées le Japon ; l'autrichienne, pas grande, mais solidement installée dans l'Adriatique. Enfin, dans l'Extrême-Orient, la cadette de la famille, déjà célèbre et couverte de lauriers : la flotte japonaise.

Mais toutes ces armées navales, en dépit de leurs ambitions et de leurs rivalités, se faisaient alors équilibre les unes aux autres pacifiquement, dans la volonté tacite, commune à tous les peuples, de respecter la mer, comme la grande route de l'humanité. Dans les livres des juristes et dans les archives des ministères, sommeillait un droit

de guerre vague, confus et plutôt barbare ; mais qui donc s'en doutait ? Le monde vivait heureux dans la sécurité de toutes ses mers, explorées jusque dans leurs baies les plus reculées, purgées des derniers vestiges de la piraterie, libres et ouvertes à tous les peuples laborieux.

Soudain, un jour, en 1914, les portes de l'Apocalypse s'ouvrirent. Tout d'un coup, les mers et les océans de toute la terre furent pleins de menaces, de défenses, de restrictions, de mines, de torpilles, de navires visibles et invisibles. Deux puissances, tout comme si la mer eût été leur propriété, barrèrent et semèrent d'embûches la route commune du genre humain, niant aux neutres le droit de s'en servir, sinon aux conditions imposées par elles, et l'une menaçant de confiscation, l'autre de destruction les bateaux qui se refuseraient à obéir. La fureur du combat tenait toute arme pour bonne, à condition qu'elle blessât. Mais les neutres, désormais contraints à naviguer sur des mers semées de pièges, entre deux menaces, s'en plaignirent vivement. La plupart d'entre eux, trop faibles, durent s'incliner devant la force ; mais les États-Unis, pour défendre leur commerce, s'engagèrent dans de longues et âpres discussions diplomatiques sur

le blocus, sur la contrebande, sur l'emploi des sous-marins, sur les droits des belligérants et des neutres dans la guerre navale, avec l'Allemagne et avec l'Angleterre. Dans les pays de l'Entente, on n'a su pas grand'chose des discussions qui eurent lieu entre les États-Unis et l'Angleterre pendant les premières années de la guerre, au sujet du blocus et de la contrebande ; mais elles furent nombreuses et souvent fort aigres.

En 1915 et 1916, l'Amérique se trouva en conflit, en même temps et pour les mêmes raisons, avec l'Allemagne et avec l'Angleterre ; de telle sorte qu'en bonne logique elle aurait dû déclarer la guerre à toutes les deux.

Obligée, entre deux adversaires qui étaient en guerre entre eux, de se choisir un ennemi ou un allié, l'Amérique choisit comme allié celui qui avait été le plus accommodant, le plus disposé aux transactions et le moins violent et cruel. Mais pourquoi prenait-elle les armes, sinon pour défendre les droits des neutres et définir les droits des belligérants dans la guerre navale, ou — comme elle le déclara — pour la liberté des mers ? Elle prenait donc les armes non seulement contre l'Allemagne, mais indirectement aussi contre son alliée l'Angleterre ; car les droits des neutres,

que l'Amérique voulait défendre, avaient été niés non seulement par l'Allemagne, mais aussi par l'Angleterre, quoique de façon atténuée et en moindre mesure.

Cette contradiction est la clef d'une des énigmes qui troublent plus profondément l'Europe : on pourrait l'appeler le contresens de l'intervention américaine dans la guerre, qui pèse depuis 1918 sur le monde.

Entrée dans la lutte pour défendre la liberté des mers, à qui l'Amérique devait-elle, la guerre finie, réclamer le prix de sa victoire ? Pas à l'Allemagne qui, ayant perdu sa flotte, n'était plus, au moins pour le moment, sur mer, une menace ; mais à l'Angleterre qui, après la destruction des flottes russe, allemande et autrichienne et l'affaiblissement des flottes française et italienne, restait plus puissante que jamais et entièrement libre d'user et d'abuser de sa force sur les mers. La liberté des mers, pour laquelle l'Amérique avait combattu, ne serait qu'un mot vide de sens, si l'Angleterre ne consentait pas à reconnaître une loi des mers et certains droits inviolables des neutres. L'Allemagne, qui, après l'armistice, réclamait elle aussi la liberté des mers, d'ennemie devenait, dans les négociations de

la paix, alliée de l'Amérique contre l'Angleterre.

Tout le monde sait ce qui advint. Lloyd George demanda à M. Clemenceau si, sans la flotte anglaise, la guerre aurait été victorieuse. La question n'était pas si simple que le ministre anglais le supposait ; et une réponse précise aurait pu s'entourer de beaucoup de réserves conditionnelles. Quoi qu'il en soit, M. Clemenceau répondit, tout court, que non, et les océans furent fermés au Congrès de la Paix, c'est-à-dire abandonnés sans loi ou garantie à la merci du vainqueur. Or, sur mer, il n'y en avait qu'un... Personne ne s'en aperçut : le président Wilson lui-même, après avoir tenté de s'opposer à l'exclusion, qui mutilait tous ses plans, s'inclina et se tut ; la terre et la mer, qui dans la guerre avaient été unis, se délièrent dans la paix comme si leurs destinées étaient indépendantes. Ayant abandonné les mers à l'Angleterre, les hommes d'État d'Amérique et d'Europe se tournèrent vers la terre et se mirent tous ensemble à chercher comment on pourrait arranger les affaires européennes.

Mais, à la grande surprise de tout le monde, ils n'y réussirent point. Tous leurs efforts furent stériles. Depuis ce moment la conduite de l'Amé-

rique est devenue pour l'Europe une énigme indéchiffrable. Elle s'opposa à tous les plans et projets élaborés en Europe, bien que son chef et représentant les eût tous acceptés. C'est en vain qu'on l'invita à entrer dans la Ligue des nations ; elle répondit qu'elle ne voulait pas mutiler sa souveraineté. C'est en vain qu'on la convia à souscrire avec l'Angleterre un pacte de garantie en faveur de la France et de l'équilibre européen. Le respect, l'admiration et même la sympathie qu'elle sentait avant la guerre pour l'Allemagne, ne tardèrent pas à renaître, et sous forme d'espèces sonnantes, qui sont sorties en quantités énormes de ses coffres-forts pour lui faire crédit. Tout le monde croyait que l'Amérique avait déjà spontanément renoncé à exiger de ses compagnons d'armes le remboursement de ses crédits. Il fallut se convaincre que jamais elle n'avait eu l'idée d'une telle renonciation. D'où un étonnement, une mauvaise humeur, une défiance, un murmure désapprobateur de tous ou presque tous en Europe, comme si quelque caprice déraisonnable eût été cause de ces refus, ou qu'ils fussent dus à quelque motif ténébreux.

Ne seraient-ils pas, au contraire, tout simple-

ment la conséquence de l'abandon des mers et des océans au plus fort ?

En se refusant à discuter la question des mers, le Congrès de la Paix n'a-t-il pas dépouillé l'Amérique des fruits de sa victoire ? Ne s'était-elle pas décidée à envoyer une grosse armée en Europe parce qu'elle s'était sentie menacée dans ses intérêts vitaux par l'anarchie de la force, sans loi ni limites, qui s'était déchaînée sur la mer ? Et une fois les flottes allemande, autrichienne et russe détruites, les flottes française et italienne affaiblies, qu'avait gagné l'Amérique, puisqu'on se refusait à assurer en quelque manière l'équilibre et la liberté des mers, sinon d'avoir, à son détriment, accru la force de l'Angleterre et du Japon et rendu plus difficile encore la solution de la question pour laquelle elle avait combattu ? N'a-t-elle pas été forcée, depuis 1919, de dépenser d'immenses sommes dans la construction d'une flotte formidable, afin de suppléer ainsi aux flottes disparues ou diminuées et de contrebalancer la puissance de l'Angleterre et du Japon ? N'est-ce pas là son véritable butin de guerre, le prix de sa victoire : sécurité moindre et nécessités navales augmentées.

Avant la guerre mondiale la sécurité régnait

sur les océans. Le monde les considérait comme sa grande voie liquide, accessible à tous les peuples sous des conditions égales. Aujourd'hui le soupçon, la crainte, la méfiance rôdent sur les océans. On sait que la Force pourrait d'un jour à l'autre les barrer ; et tous ceux qui possèdent la Force, grande ou petite, s'attribuent mutuellement des intentions malveillantes...

Qui se souvient de toutes ces choses ne trouve pas, après tout, si étrange ni si inexplicable que l'Amérique ait montré tant de répugnance à effacer les dettes. Pouvait-elle faire cadeau de cet argent à l'Angleterre, pour qu'elle construisît des nouveaux cuirassés même contre l'Amérique ? Et, du moment qu'il fallait les exiger de l'Angleterre, ne devenait-il pas plus malaisé de remettre les dettes aux autres ? Il ne semble pas non plus difficile de s'expliquer pourquoi on n'a jamais pu obtenir de l'Amérique qu'elle s'associe à l'Angleterre dans les nombreuses combinaisons imaginées pour garantir l'équilibre et la paix de l'Europe. Pourquoi aurait-elle dû s'engager d'avance à intervenir dans les affaires d'Europe selon certaines directions déjà fixées, au lieu de rester libre de juger chaque fois s'il lui convenait ou non de repasser l'Atlantique, et dans les

conditions qui lui paraîtraient les meilleures ? Il est évident que de longtemps l'Amérique n'aura rien à redouter de l'Allemagne. Le danger, au contraire, ou, si le mot est trop fort, un grave motif de défiance et de précaution lui viendra de l'Angleterre et du Japon. Malgré que l'Amérique, elle aussi, soit intéressée à l'ordre et à la tranquillité de l'Europe, on ne saurait prétendre que cette tranquillité lui tienne plus à cœur que la sienne.

On m'a raconté qu'à Londres, vers la fin de 1918, le président Wilson eut, un jour, une violente discussion avec les hommes d'État et des amiraux anglais sur la question des mers, et qu'ayant menacé de s'en retourner en Amérique, un des amiraux présents s'écria, mi-riant, mi-sérieusement : « *If we will let you go !* » « Si nous vous laissons partir ! »

Je ne voudrais pas garantir l'authenticité de l'anecdote ; mais si elle n'est pas vraie historiquement, elle contient une espèce de vérité symbolique. Elle représente bien ce qu'il y a de singulier dans certaines requêtes et exigences de l'Europe envers l'Amérique.

Dans quels arrière-plans lointains se perd, pour qui sait la regarder, la grande tragédie !

Les océans sont une des nombreuses conquêtes que l'homme a accomplies pendant les quatre derniers siècles. Au cours de ces quatre siècles, l'homme les a parcourus et explorés; il a semé des ports sur toutes leurs côtes. Les peuples, désormais, ne vivent plus chacun dans son coin, s'ignorant réciproquement, isolés par l'espace. La terre est une unité vivante, un corps unique, et les océans sont le sang de ce corps.

L'humanité a aujourd'hui besoin, non seulement de la terre qu'elle possède, cultive, exploite, mais des mers, de toutes les mers du globe. Mais les mers sont encore moins protégées que la terre contre la tyrannie de la force. Jusqu'en 1914 nous ne le savions pas. Aussi vivions-nous encore, tout au moins à cet égard, dans l'innocence précaire de l'ignorance. Nous savons à présent avec quelle aisance une dictature de la mer pourrait s'imposer à d'immenses continents, sinon à la terre entière.

Ce n'est pas par hasard que la grande guerre, commencée comme une reprise de l'éternel duel entre Latins et Germains au bord du Rhin, s'est étendue aux océans. Ce n'est pas par hasard que des controverses juridiques, à propos du blocus, de la contrebande, du droit de couler les navires

suspects ou convaincus de commerce illicite avec l'ennemi, ont attiré les Américains du Nord jusque sur les champs de bataille de la Champagne et des Flandres. La terre étant une unité, le lien entre les continents et les mers est indestructible. Sans une loi des mers dictée par l'accord ou imposée par l'équilibre des forces, la liberté des continents même est menacée, parce que les continents ne peuvent plus se passer des mers. Ce lien est peut-être la plus grande révélation de la guerre mondiale.

Il semblait que le monde l'eût compris, au milieu du fracas des armes. Le président Wilson ne s'était pas trompé quand il avait envoyé ses soldats combattre pour la liberté des mers sur le continent européen. Mais, la guerre finie, l'esprit fatigué de l'Europe s'est embrumé et le lien entrevu s'est effacé. Les hommes d'État ont séparé la terre et la mer, et le monde est retombé dans le désordre.

L'Amérique, rentrée chez elle, a cherché à résoudre seule la question des mers, d'abord en lançant une flotte capable de faire équilibre à celles de l'Angleterre et du Japon, ensuite en convoquant à Washington une conférence pour la limitation des armements maritimes. Mais elle

n'a pu obtenir qu'un accord pénible, partiel, temporaire, probablement peu sincère, qui ne touche à aucune des questions de principe ; une trêve qui suspend le danger d'une lutte pour l'hégémonie des mers, c'est-à-dire la suprême menace de mort pour la civilisation occidentale.

A son tour l'Europe, détachée de l'Amérique, cherche à se réorganiser seule ; mais quelle entreprise difficile, fatigante, haletante ! Les difficultés, les périls, les soupçons, les peurs se multiplient malgré nos efforts. La tâche à laquelle nous sommes condamnés paraît celle de Sisyphe. Sans l'Europe, l'Amérique ne résoudra pas la question de la liberté des mers, et, sans l'Amérique, l'Europe ne sera pas capable de trouver un nouvel équilibre stable ; parce que la mer qui les unit divise les deux mondes, la mer qui les divise les unit.

Quand donc les deux continents comprendront-ils cette vérité profonde et s'en feront-ils une règle de conduite ? Le monde, océans et continents, est une unité. Il ne résoudra aucun des problèmes qui le tourmentent tant qu'il n'aura pas retrouvé la conscience claire de cette unité.

VIII

L'UNIVERSELLE AMÉRICANISATION

Il y a dix-sept ans, vers la moitié de février 1909, j'arrivai, un matin, à New-York, venant de Chicago. Mon voyage aux États-Unis était terminé. Le jour suivant, je devais m'embarquer pour l'Europe. Le soir, quelques amis m'invitèrent à dîner dans un club. Pendant le repas, on me questionna beaucoup sur mes impressions de voyage. Je les résumai à peu près de la manière suivante :

« Je savais, avant de venir, que vous étiez riches. Mais, là-bas, j'imaginai toujours votre richesse sur le modèle timidement agrandi de ce que je voyais autour de moi.

« J'ai *vu* votre richesse et je comprends aujourd'hui combien l'idée que je m'en étais faite correspondait mal à la réalité. Vous êtes beaucoup

plus riches qu'on ne l'imagine de l'autre côté de l'Atlantique et beaucoup plus riches, probablement, que vous-mêmes ne l'imaginez. Voilà la première conclusion.

« La seconde vous paraîtra plus étrange. Il m'a semblé que, si votre richesse est plus grande que celle de l'Europe, vous en jouissiez moins. A ce que j'ai pu voir, le peuple vit, chez vous, mieux qu'en Europe ; mais les classes moyennes et supérieures vivent beaucoup mieux en Europe tout en étant plus pauvres. Ce qu'on raconte sur le luxe de vos millionnaires et milliardaires est une légende, accréditée par des personnes qui, ou ne savent pas ce qu'est le luxe européen ou n'ont jamais mis le pied en Amérique. Sauf les grands cadeaux qu'ils font aux établissements d'instruction et aux institutions charitables, vos milliardaires sont des Spartiates en comparaison des millionnaires européens. Mais la différence est encore plus frappante dans les classes moyennes. En Europe, elles gagnent moins, mais elles vivent avec plus de commodité et d'agrément.

« Je pourrais vous citer beaucoup de faits à l'appui de cette affirmation. Je me bornerai au plus caractéristique : le service domestique. Ici, pour avoir une femme de chambre et une cui-

sinière, il faut qu'une famille soit déjà aisée, très aisée. La classe moyenne, en général, ne peut compter sur aucune espèce de service domestique permanent. En Italie, une famille d'employés ou d'intellectuels, qui dispose de trois ou quatre mille lire, peut trouver, pour quinze lire par mois, une bonne à tout faire. Une famille qui dispose de dix mille lire peut se faire servir par une cuisinière et une femme de chambre, car on en trouve de très bonnes pour vingt-cinq ou trente lire par mois. Une famille qui dispose de vingt mille lire peut ajouter un valet à la cuisinière et à la femme de chambre. On en trouve tant qu'on en veut pour cinquante ou soixante lire par mois.

« En France, en Angleterre, en Allemagne, les salaires sont plus élevés ; mais nulle part on n'a idées des salaires de New-York, où la femme de chambre la plus médiocre exige au moins quarante dollars par mois.

« En Amérique, j'ai compris quel heureux privilège est, pour les classes moyennes et supérieures de l'Europe, cette abondance de serviteurs — hommes et femmes. Peut-on appeler « dirigeante » une classe, dont une partie considérable, et la plus cultivée, ne trouve personne pour la décharger des plus humbles soucis maté-

riels de l'existence ? Aussi, je rentre en Europe, transformé en le plus doux des maîtres. Tant que je vivrai, je considérerai une femme de chambre ou une cuisinière disposée à me servir avec zèle, pour un salaire si raisonnable, comme un bonheur public. »

On discuta pendant toute la soirée cette question et on finit par conclure que la cause de cette différence devait être cherchée dans la richesse américaine, dont la grandeur m'avait si vivement frappé. Pourquoi les États-Unis étaient-ils si riches ? Parce que les classes supérieures, au lieu de dépenser pour leur plaisir tous leurs énormes revenus, en investissaient la plus grande partie dans de nouvelles entreprises ; et parce qu'une partie de la population, occupée en Europe à rendre plus commode ou plus agréable l'existence des classes dirigeantes et cultivées, s'appliquait à des travaux directement productifs. Les agressifs progrès du féminisme américain nous semblèrent pouvoir s'expliquer par la même cause. Pourquoi les femmes américaines préféraient-elles déjà, à cette époque, beaucoup plus que les Européennes, travailler dans l'industrie, dans le commerce ou les professions libérales, plutôt que

de mériter l'éloge des inscriptions latines *Domui mansit, lanam fecit* ? Parce que l'Amérique poussait tout le monde, hommes et femmes, riches et pauvres, à devenir des producteurs directs de la richesse.

Ces propos de table n'ont plus aujourd'hui que la valeur d'un témoignage historique sur une époque révolue. La guerre mondiale a rapproché les deux continents et rétréci l'Atlantique ; mais, si elle a un peu européanisé l'Amérique, elle a beaucoup plus américanisé l'Europe !

En enlevant des millions d'hommes à leur travail pour les envoyer se battre dans les tranchées, en même temps qu'elle exigeait un très grand effort de l'industrie et de l'agriculture, la guerre a transformé, en Europe, aussi, en producteurs directs — ouvriers ou employés — un grand nombre d'hommes et de femmes, qui, jusqu'alors, avaient gagné leur vie en rendant l'existence commode et agréable aux classes moyennes et supérieures. La guerre terminée, bien peu sont retournés à leurs occupations d'autrefois ; et leur exemple agit sur les générations nouvelles. Les dettes et les ruines de la guerre, l'augmentation des impôts et du prix de la vie, la gêne où certaines classes sont tombées et dont

elles voudraient sortir, l'aisance à laquelle d'autres classes sont arrivées et qu'elles voudraient conserver, ont fait connaître au vieux monde aussi le bizarre état de choses qu'un Européen pouvait observer en Amérique, vers 1910.

Nous nous sommes américanisés sans le savoir. Le service domestique, cette heureuse facilité d'autrefois, devient l'insoluble problème de toute la classe moyenne, comme en Amérique. Comme en Amérique, les femmes se masculinisent, envahissent toutes les carrières, veulent travailler, gagner de l'argent, vivre indépendantes. Comme en Amérique, les grandes villes se gonflent d'une turbulence de plus en plus incommode, bruyante, poussiéreuse, dépensière, haletante, qu'on appelle la vie moderne, dans l'espoir de la rendre moins insupportable. Comme en Amérique, le luxe se démocratise ; tandis que les classes populaires s'habituent à vivre mieux, le grand luxe européen, héritage des régimes aristocratiques d'autrefois, disparaît avec les Cours, les vieilles fortunes et les vieilles industries. Malgré les gaspillages des nouveaux riches, les traditions luxueuses se perdent et une relative simplicité devient obligatoire, même pour les riches, comme en Amérique. Comme en Amérique, les combi-

naisons magiques d'une mécanique presque surnaturelle, les fabrications par série, les formes collectives de production et de consommation triomphent et nivellent sous une uniformité croissante la vieille variété européenne.

L'américanisation est une des formes de l'unification du monde, qui se fait rapidement, dans les institutions et les mœurs de la démocratie comme dans la religion du progrès, telle que notre époque l'entend. Il est inutile de se poser de nouveau ici la question, que nous nous sommes posée la première fois, quand nous avons parlé de l'idée démocratique et de l'idée du progrès, comme forces unificatrices du monde : si elles augmenteront ou non le bonheur des hommes. Nous n'aurions qu'à répéter ce que nous avons dit alors : que la question est à la fois insoluble et inutile, car notre bonheur a peu à voir avec ces grandes transformations historiques. Il est beaucoup plus important pour l'Europe, de chercher quelles peuvent être les conséquences, les limites et la portée de cette américanisation ; car justement parce qu'elle est une forme de l'unification du monde, l'américanisation de l'Europe est un événement un peu plus compliqué que ne le supposent l'optimisme facile et la rhétorique fruste.

du progrès moderne, pour qui tout est bien quand la production augmente et les aéroplanes transvolent les continents ou les océans à une vertigineuse vitesse.

L'Europe n'est pas l'Amérique. Depuis un siècle, une race laborieuse et énergique s'est trouvée, aux États-Unis, dans une situation unique. Elle possédait d'immenses territoires fertiles, avec mines et forêts en quantités fabuleuses, des instruments d'une puissance croissante pour les exploiter et une organisation politique simple et solide. De génération en génération, à mesure que les instruments se perfectionnaient, que la population augmentait, que le capital s'accumulait, l'exploitation du continent donnait des résultats qui surprenaient même l'optimisme américain. Après 1850, l'émigration européenne a encore fourni, à ce pays privilégié, des travailleurs dont l'éducation avait été faite aux frais des pays d'origine : presque un million par an, dans les années qui ont précédé la guerre mondiale. C'était comme si, aux États-Unis, un million d'hommes naissaient chaque année, déjà adultes et capables de produire !

Ajoutez que les Américains vivent, travaillent, font leurs plans d'avenir en dehors de la crainte

de la guerre. Que de fois, quand je voyageais aux États-Unis, avant le grand cataclysme, je disais à mes amis : « Vous savez, en théorie, que des guerres peuvent éclater, mais vous ignorez ce que c'est que vivre sous la menace permanente d'une guerre, dont personne ne peut dire quand elle éclatera, comment elle se développera, quelles en seront les conséquences, mais dont tout le monde est convaincu qu'elle risque de changer le sort et l'existence de chacun. C'est là la tragédie de l'Europe. »

Les Américains n'ont pas à s'inquiéter davantage de la révolution. Ils savent que des révolutions éclatent de temps en temps sur tous les points du globe, comme ceux qui vivent loin des volcans et des côtes de la mer savent qu'il y a, de temps en temps, des éruptions et des tremblements de terre. Exemptes du tribut du sang, très bien payées, habituées à une vie large, les classes populaires sont, en Amérique, beaucoup plus dociles et plus obéissantes qu'en Europe. Elles ont été à peine effleurées par l'étrange illusion messianique d'une révolution régénératrice, qui pénètre de plus en plus dans les masses européennes.

Ces conditions favorables ont produit l'optimisme américain. Simple et simplificateur, cet

optimisme irrite parfois les Européens qui savent que toutes les branches de la famille humaine n'ont pas reçu de Dieu dix millions de kilomètres carrés, fabuleusement riches, à exploiter. Mais cet optimisme est, avec l'abondance, qui l'a enfanté, un élément de stabilisation sociale dont on ne saurait exagérer l'importance ; le plus puissant antidote contre les ferments de discorde, si actifs dans toutes les civilisations riches et cultivées.

Si l'énorme richesse américaine ne donne pas les commodités et les agréments que la richesse plus modeste de l'Europe pouvait encore nous assurer il y a vingt ans, elle permet à toute l'Amérique de vivre dans l'ordre et la stabilité. Les classes moyennes et cultivées ne trouvent pas facilement des domestiques ; elles doivent se contenter, dans les grandes villes, de vivre dans des pensions ou dans des maisons très petites ; elles ont beaucoup de difficultés à créer une famille. Mais l'optimisme général, certains luxes — comme les voyages en Europe — qu'elles peuvent se permettre de temps en temps, l'espoir justifié d'améliorations imprévues mais possibles, les aident à supporter ces inconvénients et les rendent assez satisfaites de leur sort. D'autre part, si le rapide enrichissement des États-Unis

profite aux ouvriers et aux classes populaires plus qu'aux classes moyennes, il y a au moins l'avantage que l'aisance maintient dans les masses la tranquillité.

La vie est plus dure en Europe. Les grands États occupent des territoires restreints, avec des ressources limitées en comparaison de la population, même quand elles sont considérables. Les sources naturelles de la richesse sont plus avares, moins torrentielles. Les prodiges d'une mécanique presque surnaturelle, s'ils exigent un effort également intense, donnent des résultats plus modestes.

Nous travaillons aux pieds de volcans toujours actifs, toujours menaçants. Nous ne savons pas encore si la guerre mondiale, avec ses dix millions de cadavres, a été l'épilogue ou va devenir le prologue d'une longue période belliqueuse. Nous ne savons plus quel principe d'autorité il faut reconnaître ni auquel il faut obéir. Dans beaucoup de pays, on tente des improvisations de différente nature, qui, si elles réussissaient partout, ramèneraient l'Europe à une espèce de moyen âge à la nitroglicérine. Depuis les oscillations monétaires, jusqu'aux fluctuations diplomatiques, toute notre existence est une perpétuelle inquiétude.

Dans ces conditions, l'universelle frénésie du gain qui américanise l'Europe et transforme en producteurs de richesses le plus grand nombre possible de personnes, pourrait nous faire perdre nos anciennes supériorités sans nous assurer les avantages qu'elle assure aux Américains. Là est le grand danger pour l'Europe de l'unification du monde. La crise des classes moyennes en est la preuve. L'américanisation les sacrifie, de plus en plus, aux classes populaires. Mais leur appauvrissement ne se réduit pas à perdre certaines commodités dont elles jouissaient il y a vingt ans, comme celle de pouvoir trouver à bon marché des domestiques. L'Amérique nous démontre que les classes moyennes et intellectuelles peuvent vivre et accomplir leur tâche, même sans avoir à leur disposition beaucoup de serviteurs. Dans les pays d'Europe, cet appauvrissement, aggravé par les crises monétaires et le désordre des finances publiques, pourrait détruire un organe nécessaire de la vie sociale. Où l'État trouvera-t-il, par exemple, ses fonctionnaires, le jour où la ruine des classes moyennes sera consommée ? En Europe, cette ruine signifie la désorganisation totale de l'État. Mais l'enrichissement du peuple, qui, en Europe aussi, fait dans une certaine mesure

contrepoids à l'appauvrissement des classes moyennes, ne semble pas devoir tranquilliser les masses, comme en Amérique. Jusqu'à présent, l'illusion messianique de la révolution à faire paraît prendre force à mesure que les masses, mieux payées, contractent les besoins et les vices de la bourgeoisie, qu'elles prétendent régénérer en la détruisant !

L'américanisation d'un pays exige un ordre politique solide, un esprit public tranquille, une paix sûre. Sans ces conditions, la lutte des intérêts en continuelle transformation devient une cause de désordre de plus en plus grave. L'américanisation de l'Europe ne pourra être une phase utile de l'unification du monde, que si l'Europe trouve un équilibre solide d'ordre intérieur et de paix internationale ; et elle ne pourra se poursuivre indéfiniment : elle devra s'arrêter au point au delà duquel elle nous détruirait. Unification ne signifie pas absorption. L'Europe ne peut pas devenir une copie de l'Amérique, car certains éléments de sa vieille civilisation sont liés à son existence même. Le jour où ils seraient détruits, l'Europe, elle aussi, aurait cessé d'exister ; et alors elle ne serait pas fondue, elle serait anéantie dans les autres parties du globe.

IX

LES NÉGATIONS DE L'UNITÉ DU MONDE :

b) *Le créateur des disettes artificielles.*

Jusqu'à la moitié du XIX^e siècle, la disette a été la terreur de tous les peuples, et l'existence de l'humanité pourrait être définie : une lutte incessante contre les famines périodiques qui ravageaient tous les pays de la terre, même les plus riches et les plus laborieux. Le transport des denrées encombrantes et lourdes étant très difficile et très coûteux, chaque pays devait vivre sur sa récolte. Il se trouvait ainsi à la merci des caprices de la nature.

Combien d'expédients n'a-t-on pas imaginés pour éloigner ce danger en créant une abondance artificielle ! La lutte pour le blé est un des secrets de l'histoire du passé que nous ne comprenons plus. Les pays fertiles cherchaient à défendre

leur abondance en empêchant les exportations ; les pays stériles ou trop peuplés, à augmenter leurs stocks, même en obligeant par la force, quand ils le pouvaient, les pays fertiles à céder les excédents de leurs récoltes. Fertiles ou non, tous les pays s'efforçaient, dans les bonnes années, d'accumuler des réserves pour les années mauvaises.

Dans la période la plus brillante de la République romaine, les *frumentationes* — l'approvisionnement de Rome et les distributions gratuites, ou à prix de faveur, de blé au peuple — ont joué dans la politique un rôle bien plus important que les grandes questions étrangères auxquelles le sort de l'empire était lié. Le christianisme a fait demander chaque jour le pain à Dieu par tous les croyants : *da nobis panem nostrum*, répètent encore, aujourd'hui, chaque matin, des millions d'êtres humains.

Il y a eu, dans le passé, des gouvernements despotiques qui n'ont reconnu à leurs sujets aucun des droits que le siècle des lumières a proclamés intangibles, au moins en théorie. Mais ni à Babylone, ni à Ninive, ni à Memphis, aucun tyran n'a jamais eu l'idée de contester à ses sujets qui travaillaient le droit de manger du pain, autant

qu'ils en voulaient, s'ils avaient l'argent pour l'acheter.

Peu à peu, par un effort complexe et ininterrompu de travail et de réflexion, une partie de l'humanité est sortie de cette perpétuelle angoisse. Depuis la grande famine irlandaise de 1846, l'Europe et l'Amérique, à l'exception de la Russie, n'ont plus eu à redouter pour leur pain quotidien. Les chemins de fer ont rendu possible l'exploitation des continents et le commerce international des céréales ; la Russie, les États-Unis, le Canada, l'Argentine, l'Australie sont devenus les greniers du monde, toujours prêts à compléter les récoltes déficitaires des pays surpeuplés de l'Europe occidentale. Depuis un demi-siècle, pour la première fois dans l'histoire, le jeu du commerce privé suffit à régler la distribution du blé au moins sur toute l'Europe et l'Amérique, de manière que tout le monde puisse manger à sa faim. L'ère de la grande abondance a commencé et l'État a été débarrassé d'une de ses tâches les plus difficiles.

Quel triomphe pour l'homme, pour son intelligence et son travail ! Le plus précieux trophée de la conquête de la terre et de l'unification du monde, commencées par les grandes explorations

géographiques du xv^e siècle, a été jusqu'à présent pour l'Europe cette sécurité du pain et la disparition de la grande terreur collective qui était, autrefois, la faim. Mais, alors, on a vu une chose extraordinaire, qu'aucun prophète n'aurait pu prédire : la terreur de la disette remplacée, peu à peu, par la crainte de l'abondance, des greniers débordants, des vaches grasses...

Si un homme d'État de l'antiquité ressuscitait aujourd'hui, il s'étonnerait de beaucoup de choses. Mais l'institution qu'il aurait le plus de peine à comprendre serait peut-être celle des droits d'importation sur les blés étrangers que les États les plus peuplés de l'Europe continentale ont établis dans les derniers cinquante ans. Empêcher ou rendre plus difficile l'importation du blé, c'est-à-dire créer artificiellement une sorte de disette relative, aucune idée n'aurait semblé plus monstrueuse à des époques obsédées par la peur de la famine et préoccupées de s'assurer l'abondance, même par la violence. C'était l'exportation des céréales qu'on cherchait alors à empêcher, non l'importation !

Dieu avait écouté enfin la prière que tant de siècles lui avaient adressée avec une inlassable obstination : *da nobis panem nostrum quotidiana-*

num. Grâce à la conquête de la terre et à l'unification du monde, cet ardent vœu de l'humanité était finalement exaucé. Pourquoi les hommes s'obstinent à détruire la plus grande de leurs œuvres dans un de ses bienfaits les plus précieux ?

Quel renversement d'idées et quel enchaînement d'absurdités ! Peu à peu entraînés par cette crainte de l'abondance, préoccupés par les effets que les importations des céréales peuvent avoir sur les changes, des gouvernements, issus de la Révolution française, en viennent, sans s'en apercevoir, à nier partiellement celui qui devrait être le plus élémentaire et le plus inviolable des droits de l'homme qui a travaillé : le droit de manger. Car limiter, même par des moyens indirects, la quantité de pain qu'on peut consommer en temps d'abondance, c'est nier partiellement ce droit.

Ce que nous appelons d'un mot un peu barbare, le « prohibitionnisme » — la faculté de défendre aux hommes certaines boissons ou certains aliments — était, autrefois, le privilège de la divinité. Pour interdire aux Juifs certaines viandes, et aux Arabes le droit de boire des spiritueux, il a fallu un Moïse, un Mahomet, c'est-à-dire un réformateur religieux parlant au nom de Dieu.

==== LES NÉGATIONS DE L'UNITÉ ====

Il faut que les États modernes aient une idée presque surhumaine de leur puissance pour qu'ils s'attribuent le pouvoir de faire, prenant prétexte de l'intérêt public, du « prohibitionnisme » sur le pain !

X

LES FAUX MIRAGES DE L'UNITÉ DU MONDE :

c) *La ploutocratie internationale.*

On parle beaucoup, depuis la guerre, de la ploutocratie internationale. Les partis d'extrême-gauche et d'extrême-droite s'accordent à la dénoncer comme une puissance occulte et funeste qui mène le monde et suce son sang. Cette mystérieuse puissance émergerait au-dessus de la confusion des langues, survolerait les frontières, s'imposerait à toutes les latitudes : bref elle serait la mauvaise incarnation de l'unité du monde !

Oui, dans tous les pays, — républiques ou monarchies, dictatures ou régimes parlementaires, — les industriels et les banquiers savent défendre leurs intérêts, même quand ils sont en opposition avec l'intérêt général. Le fait est indiscutable ; mais est-il une anomalie ? Les propriétaires, le

petit et le grand commerce, les professions libérales, les employés, les paysans — ne sont-ils pas capables, eux aussi, de défendre leurs intérêts, parfois même au détriment de l'intérêt public ? Cette possibilité universelle de gérer ses propres affaires, dont l'égoïsme collectif abuse parfois, est un avantage commun à tous les régimes issus de la Révolution française : pourquoi les banquiers et les industriels en seraient-ils exclus ?

Mais l'opinion générale ne s'inquiète pas de ce droit, légitime malgré certains abus, quand elle dénonce l'occulte puissance de la ploutocratie. Elle croit à une influence cachée qui dominerait dans le monde entier les pouvoirs visibles, qui serait capable de renverser et de créer les ministères, de s'imposer aux parlements, à l'administration, aux cabinets, à la presse, à l'opinion publique. Ce mystérieux et formidable pouvoir existe-t-il vraiment ? Ou bien est-il un produit de l'imagination humaine, infatigable créatrice de fantômes ?

J'ai beaucoup voyagé ; j'ai connu hommes politiques, banquiers, industriels et vu les machines gouvernementales fonctionner sous toutes les latitudes ; j'ai suivi le développement d'un certain nombre d'affaires politiques importantes et je

tâche de me renseigner de mon mieux sur ce qui arrive dans l'univers. Mon insuffisante perspicacité en est-elle responsable ? Je dois avouer que je n'ai jamais réussi à saisir en action cette mystérieuse force.

Les socialistes répètent, depuis dix ans, que la guerre mondiale a été déclenchée par la ploutocratie. En sont-ils bien sûrs ? Il suffirait d'avoir connu, même superficiellement, les milieux financiers et industriels d'avant guerre pour savoir qu'ils étaient partout, même en Allemagne, pacifistes. Ils ne désiraient que la cristallisation éternelle du *statu quo*. Si le sort de la guerre et de la paix avait été, en 1914, dans les mains de la ploutocratie, le monde aurait vieilli dans la paix jusqu'à l'âge de Mathusalem. Mais la ploutocratie a assisté, impuissante et passive, comme tant d'autres groupes sociaux, au développement des événements qu'elle devait exploiter, sans les avoir ni voulus ni prévus.

Pour que la soi-disant ploutocratie internationale pût exercer cette hégémonie invisible sur le monde, il faudrait qu'elle eût des idées, des plans, des conceptions politiques. Il suffit d'avoir approché un peu le monde des affaires d'Europe et d'Amérique pour savoir que ces idées, ces plans,

ces conceptions n'existent pas. Quand un homme d'affaires se passionne pour la politique, il se passionne souvent avec fureur, mais le cas est rare ; en général, industriels et banquiers s'occupent des intérêts publics autant qu'il est nécessaire pour leurs affaires et ils subordonnent leurs opinions à certains intérêts, d'ailleurs légitimes. Ce que les hommes d'affaires réclament surtout des gouvernements, c'est l'ordre ; l'ordre simple, solide, concret, fût-il un peu grossier, nécessaire à l'industrie et au commerce ; quant aux moyens de l'obtenir, ce qui est le grand problème pour l'homme politique, ils y sont relativement indifférents. Eux aussi ont des préférences ; mais elles sont rarement si fortes qu'ils ne puissent les sacrifier à la préoccupation de vivre en bons rapports avec ceux qui commandent.

Presque toujours les hommes d'affaires raisonnent et agissent quant aux questions politiques avec le souci de n'être jamais gênés par leurs opinions dans leurs contacts avec les pouvoirs publics de n'importe quel pays. C'est presque une nécessité professionnelle, car les affaires se font sous le gouvernement soviétique comme sous l'absolutisme des tsars, dans les démocraties comme sous les dictatures. Mais cette nécessité

professionnelle exige une souplesse d'opinions et une tiédeur de passions qui servent fort bien pour exploiter les situations politiques les plus différentes, mais qui serviraient très mal pour en créer ou pour en diriger une seule.

Voilà la raison pour laquelle les opinions politiques des hommes d'affaires sont souvent un mélange curieux de bon sens et de légèreté. C'est du moins la contradiction qui m'a le plus frappé. Il est rare que les hommes d'affaires soient victimes de ce qu'il y a de factice et d'illusoire dans les idéologies politiques de droite ou de gauche ; mais avec quelle ahurissante facilité ils simplifient les questions les plus compliquées ! Habités à conduire les hommes d'après la mathématique conséquentielle des intérêts économiques, ils s'imaginent que la même simplicité linéaire peut conduire les affaires de l'État. Rien ne leur est plus difficile que de comprendre combien sont compliqués les passions et les intérêts avec lesquels l'homme d'État est chaque jour aux prises. Les sottises que leur partielle connaissance de la vie et des hommes peut leur suggérer, quand ils sortent de leur sphère, sont inimaginables.

Il ne faudrait pas exagérer non plus le cosmopolitisme de la ploutocratie. A une époque où les

échanges se multiplient entre les pays les plus éloignés, il est inévitable que les grandes banques de l'Europe ou de l'Amérique soient en contact continuel. Mais les banques et les affaires sont beaucoup plus internationales que les banquiers. Malgré l'enchevêtrement des affaires, les banquiers anglais, les banquiers français, les banquiers américains, les banquiers allemands restent de leur pays, en gardent les idées, les passions et le caractère, autant que le savant, le lettré, le propriétaire, l'homme du monde ou l'ouvrier. La contradiction par laquelle l'unité du monde se fait tandis que les langues se multiplient, et les nations grandes et petites deviennent de plus en plus indépendantes, se retrouve dans la finance. La multiplicité de l'esprit national est une grosse difficulté à l'internationalisation, pourtant nécessaire, des affaires. Elle rendrait très malaisée une action internationale de la finance, même si les financiers des deux mondes avaient des plans politiques dans leurs têtes.

Mais nous ne croyons pas seulement que l'argent gouverne le monde, nous lui avons attribué la faculté prophétique. Sans nous en apercevoir, nous avons fait de la Bourse l'oracle de Delphes du monde moderne.

Y a-t-il danger de guerre entre deux puissances ? On consulte la cote de la Bourse. Si les titres du pays baissent, c'est signe que les chances de la paix diminuent ; si les titres montent, c'est qu'elles augmentent. Un pays est-il tourmenté par une crise intérieure ? Par ses cotations, la Bourse nous dira si la maladie s'améliore ou si elle s'aggrave. La Bourse est bien renseignée ; la Bourse sait ce que le simple mortel doit ignorer ; la Bourse surveille l'univers.

Il y a, dans cette croyance, une part de vérité comme d'imagination. Spéculer, c'est prévoir. Celui qui achète un titre parce qu'il pense le voir monter, autant que celui qui le vend pour la raison opposée, fait une prévision qui, souvent, implique un jugement sur la situation politique du pays auquel le titre appartient. Les banquiers et les agents de change, qui traitent dans les grandes Bourses de l'Europe les emprunts et les obligations publiques de tous les pays du monde, sont obligés de juger la situation politique de pays les plus différents.

Mais la tâche est délicate. Il n'est pas aisé, même pour les spécialistes de la politique, de bien connaître la situation de leur pays. La difficulté augmente quand il s'agit de pays étrangers,

même s'ils sont peu éloignés, facilement accessibles et d'une civilisation analogue. Combien de Français connaissent bien la situation de l'Allemagne et combien d'Allemands la situation de la France ? La difficulté augmente encore et devient presque insurmontable quand il s'agit de pays très éloignés, différents par les mœurs et l'histoire. Combien d'Européens peuvent se flatter de connaître la situation politique du Paraguay ou du Nicaragua ?

Il y a pourtant, en Europe, des hommes de finance dont le devoir professionnel est d'avoir une idée même sur la situation du Paraguay ou du Nicaragua. L'unité du monde, réalisée dans les affaires beaucoup plus que dans les idées ou les mœurs, leur impose ce devoir. Comment se tirent-ils d'affaire ? Ils forment leur opinion d'après certaines données élémentaires, — étendue du territoire, ressources naturelles, population, confiance en certains hommes, en certaines institutions, en certains principes politiques, — et ils apprécient la situation d'après ces données. Ces données ne sont pas chimériques ; elles représentent des éléments d'ordre et de prospérité ; mais elles sont simples, ne servent que dans des circonstances normales et ne tiennent pas compte

de l'imprévu — guerres, révolutions, usure lente des régimes. Elles sont très utiles comme moyen d'apprécier des probabilités ; elles ne peuvent donner aucune certitude d'avenir.

Avant la guerre, on me montra un jour, dans un grand établissement de crédit, les études d'après lesquelles on avait établi les capacités financières de l'empire russe. Elles étaient très ingénieuses et pouvaient rassurer les créanciers de la Russie ; mais elles avaient été faites en supposant la continuation de la paix. Leurs conclusions valaient *rebus sic stantibus*. Aucun financier n'aurait pu lire d'avance, dans les statistiques les plus minutieuses, la paradoxale catastrophe qui a fait perdre la guerre à la Russie, dans la coalition victorieuse.

On peut demander à la finance des prévisions utiles pour placer l'argent avec prudence, mais non des prophéties qui nous mettent à l'abri des coups de la fortune. C'est le public qui se trompe quand il prend des prévisions pour des prophéties.

L'argent a été, à toutes les époques, une grande force ; il l'est devenu davantage encore, après le triomphe de la grande industrie. Mais on a

fini par lui attribuer, depuis un siècle, une puissance magique, qui n'a jamais existé que dans l'imagination populaire.

Jusqu'à 1914, l'Europe a été gouvernée par les Cours et par les bureaucraties. Dans certains pays, comme la France, l'Angleterre et quelques pays plus petits, il fallait y ajouter les partis politiques organisés, le Parlement et l'opinion publique. Le pouvoir de la Cour et de la bureaucratie n'était nulle part, pas même en Russie, total et exclusif. La Cour et la bureaucratie devaient tenir compte des forces sociales les plus actives, de leurs désirs et de leurs intérêts : de l'industrie, du commerce, de la banque aussi. Mais le pouvoir dirigeant était dans les Cours et dans les bureaux, qui seuls, prenaient les grandes décisions, dans les grandes affaires politiques. L'influence de la ploutocratie était grande dans les affaires financières et économiques, nulle dans les autres affaires.

La guerre mondiale n'a pas été décidée dans les bureaux des banques ; elle le fut dans les salons de certaines Cours et dans les bureaux de certains états-majors. Subordonnée à ces pouvoirs, la ploutocratie a dû subir elle aussi la guerre. Mais la guerre a brisé l'ancienne hiérarchie euro-

péenne. La monarchie est tombée en Russie, en Allemagne, en Autriche, en Hongrie, en Grèce. Là où elle existe encore, elle a subi le contre-coup de ces catastrophes. La plus grande des forces dirigeantes de l'Europe a disparu ou s'est affaiblie, en laissant, derrière elle, le vide.

Peu à peu, les forces nouvelles qui remplaceront la monarchie s'organisent et prennent connaissance de leur rôle. Mais il faut du temps. Aujourd'hui, l'Europe est beaucoup moins gouvernée qu'elle ne l'était avant 1914 ; partout les directives sont incertaines ; partout ce sont les circonstances beaucoup plus que les volontés qui mènent les choses. Cette transition était inévitable. Si, après avoir été gouvernée par les rois et les empereurs, l'Europe commence à se gouverner elle-même, elle semble en avoir presque peur et elle imagine des pouvoirs fantastiques pour remplir les vides créés par l'effondrement du système monarchique. La ploutocratie est un de ces pouvoirs imaginaires, auxquels on peut attribuer sans inconvénients tous les maux dont on se plaint, car elle ne s'en aperçoit même pas.

Elle est un pouvoir imaginaire et elle le restera. Comme il n'aura pas un seul maître, le monde ne sera pas dirigé par une seule force. Là où les plus

hautes religions ont échoué, l'argent ne réussira pas. Le monde s'unifie dans certaines tendances générales et communes, mais il revendique en même temps toutes ses autonomies et originalités locales, nationales, continentales. Les banquiers peuvent faire des affaires sous toutes les latitudes, les industriels acheter et vendre dans toutes les cinq parties du globe ; ils ne peuvent s'imposer à l'esprit du monde, ni à sa variété qui se multiplie, ni à son unité qui se forme. Ils ne l'ambitionnent pas d'ailleurs ; et ils se contentent de cueillir des profits énormes que l'internationalisation des affaires leur assure. En quoi ils montrent plus de bon sens que le public qui le déteste pour une tyrannie à laquelle ils n'ont jamais pensé, pour la simple raison qu'ils n'auraient ni l'envie, ni les idées, ni les moyens pour l'exercer.

XI

LE DANGER DE LA CRISTALLISATION

« L'unité du monde, et celle de l'Europe qui en est une partie, doit donc être une unité vivante, qui n'exclut pas les discordes, les luttes, les guerres ? S'il en est ainsi, tout ce qui tendrait à cristalliser le monde ou une partie du monde, devrait être exclu, combattu : la Société des Nations, avant tout, qui voudrait cristalliser dans ses formes actuelles l'Europe. L'Europe qui est une chose vivante, et qui justement parce qu'elle est une chose vivante, tend à l'unité. »

Cette objection, sous une forme plus ou moins claire, revient souvent dans les discussions dont l'institution de Genève est l'objet. Elle est une forme particulière de la lutte entre l'ordre et la vie, qui trouble si profondément l'esprit moderne, l'ordre tendant toujours à se cristalliser, la vie

se révoltant contre toutes les cristallisations. Elle a été reprise d'une manière indirecte, mais avec beaucoup de finesse, par M. Jules Cambon dans son beau livre *le Diplomate*, que l'ancien ambassadeur de France à Berlin a publié il y a quelques mois.

« Réfléchissez un moment, écrit M. Cambon, à ce qui se serait produit si, par impossible, la Société des Nations eût existé lorsque M. de Cavour construisait l'Italie. Il est probable que le royaume de Naples, l'État pontifical, le grand-duché de Toscane auraient fait partie de la Société des Nations ; leurs gouvernements auraient dénoncé à Genève les agressions dont ils étaient menacés. On aurait vu la Société des Nations essayer d'intervenir. Aurait-elle réussi à arrêter Garibaldi et les Mille dans leur marche sur Naples ? On peut se le demander. Je ne doute pas davantage qu'en 1864 le Danemark eût fait appel à Genève lorsque la Confédération germanique lui chercha querelle. Quelle qu'eût été l'attitude de la Société des Nations dans l'un et l'autre cas, M. de Cavour comme M. de Bismarck eussent eu à en tenir compte ; à moins qu'intimidée ou divisée, elle n'eût confessé son impuissance ! »

On ne pouvait choisir un précédent plus apte

à nous éclairer sur les possibilités de l'institution de Genève et sur les limites de la cristallisation et des dangers qu'elle présente. S'il y a des événements qui peuvent jeter une vive lumière sur le grand problème de l'avenir, ce sont ceux qui se déroulèrent en Italie entre 1859 et 1861. Il s'agit seulement de les placer dans leur cadre historique, c'est-à-dire dans ce qu'on pourrait définir la « cristallisation » de l'Europe, faite par le Congrès de Vienne et la Sainte-Alliance.

Les dynasties, qui, échappées au déluge de la Révolution, réorganisèrent l'Europe à Vienne en 1814-1815, s'efforcèrent de bâtir le nouvel ordre des choses sur un principe de droit : la légitimité dynastique. La précaution était nécessaire, car aucun État ne peut subsister par la seule force ; mais le principe choisi serait-il assez fort pour résister aux forces révolutionnaires de l'époque ? La légitimité dynastique, que ces familles royales revendiquaient à Vienne en 1815, était, dans son sens strict, le droit de gouverner les territoires qui leur avaient appartenu avant la Révolution, quel que fût le titre originaire de la possession : traité, mariage, héritage. Ainsi conçue, elle était un principe de droit encore vivant à l'époque du Congrès de Vienne, car une partie de l'Europe

reconnaissait, en 1815, à certaines familles royales le droit de la gouverner.

Mais elle n'avait pas, comme principe, une portée universelle. La Révolution et l'Empire avaient détruit beaucoup d'anciennes républiques et de principautés ecclésiastiques, dépossédé beaucoup de petites familles souveraines. Les populations qui avaient vécu sous ces régimes ne reconnaissaient le droit de les gouverner à aucune des familles royales, survécues au déluge révolutionnaire. Les territoires de la République de Venise, ceux de la République de Gênes, les pays rhénans sont les exceptions de cette espèce les plus célèbres. Ces territoires furent la pierre d'achoppement du Congrès de Vienne et du principe de la légitimité dynastique. Qu'allait-on en faire ?

On les distribua entre les dynasties survivantes, en les englobant dans des territoires sur lesquels les droits de la légitimité étaient incontestables. Pour ces enclaves douteuses, le droit dynastique fut établi par le traité de Vienne. Ayant ainsi résolu, tant bien que mal, le difficile problème de leur droit, les signataires du traité de Vienne s'engagèrent à respecter réciproquement les droits de chacun. Dans ce sens, on a

raison de dire que la Sainte-Alliance a été une Société des Nations à caractère monarchique, dans laquelle chaque nation s'identifiait avec une famille souveraine : une « société » ou « ligue » des dynasties, faite pour garantir les droits de tous les participants, indépendamment des forces de chacun.

De 1815 à 1848, la ligue des dynasties a imposé aux plus forts le respect des plus faibles et cristallisé l'Europe dans les formes des traités de 1815. La création du royaume de Belgique, en 1830, fut le seul changement important du statut politique de l'Europe fait pendant ces trente-trois ans ; mais l'initiative en fut prise par un mouvement populaire. La Révolution de 1848 elle-même ne sembla d'abord ni ébranler la ligue des dynasties, ni briser la cristallisation de l'Europe. Une seule dynastie tenta de profiter de la secousse pour s'agrandir aux dépens des traités de 1815, et ce ne fut pas une des grandes, que le respect obligatoire des plus faibles aurait pu gêner ; ce fut une des petites dynasties, pour lesquelles la Sainte-Alliance était une garantie. La contradiction est curieuse et elle se prêterait à de longues réflexions. Quand Charles-Albert déclara, en 1848, la guerre à l'empire d'Autriche,

il tirait l'épée contre tout le système « cristallisé » du Congrès de Vienne.

Pour les grandes dynasties la peur de la révolution fut plus forte que la tentation d'en profiter. La Russie aida l'Autriche à dompter la Hongrie ; l'Autriche, dès qu'elle eut battu le Piémont, se contenta de l'abdication de Charles-Albert ; en Prusse, Frédéric-Guillaume IV fuit, épouvanté, devant la couronne impériale, que le Parlement de Francfort lui avait offerte.

La révolution de 1848 semblait avoir échoué, en tant que révolte contre les traités de 1815 et la ligue des dynasties. En 1850, la cristallisation européenne du Congrès de Vienne paraissait avoir résisté au choc d'une révolution presque continentale. Mais les vaincus de 1848 et de 1849 n'avaient désarmé, ni en Italie ni en Allemagne ; et les événements travaillèrent pour eux, dès que le neveu de Napoléon s'empara de la France. Ne pouvant avoir des sympathies pour les traités de 1815, le nouveau maître devait mettre la France dans une position d'antagonisme contre la ligue des dynasties légitimes. Ceux qui en profiteraient ne tardèrent pas à apparaître.

Dès documents publiés récemment nous ont prouvé que Napoléon III et Cavour ont pensé,

à un certain moment, à la possibilité de changer totalement la structure de l'Europe par une guerre d'anéantissement contre l'Autriche. Cavour, qui se laissait souvent éblouir par son imagination, a vraiment rêvé de voir en 1859 la catastrophe de 1918 : la fin de l'empire d'Autriche. Mais si ces espoirs un peu apocalyptiques devaient être déçus, quelle surprise les événements prépareraient, entre 1859 et 1861 ! On allait voir la cristallisation de l'Europe, qui avait résisté au tremblement de terre de 1848, se briser d'un jour à l'autre sous un choc léger.

On sait combien les premières victoires franco-piémontaises alarmèrent tout le système européen. Le fantôme de la guerre générale sortit de son tombeau ; le monde germanique s'agita ; la Prusse mobilisa ; Napoléon III et François-Joseph virent un abîme s'ouvrir dans l'Europe, et s'épouvantèrent. La peur d'une guerre générale rendit facile un accord entre les deux chefs d'empire. Le roi de Sardaigne recevrait la Lombardie ; quant au problème italien, on le résoudrait dans le cadre de l'ancienne ligue des dynasties, par le vague projet d'une confédération italienne, analogue à la confédération germanique, dont l'empire d'Autriche ferait partie. Cavour, désespéré, démissionna.

Mais alors l'unification de l'Italie, que tout le monde, à commencer par Cavour, avait cru impossible sans le renversement de la ligue des dynasties et un bouleversement total de l'Europe, cristallisée par les traités de 1815, s'imposa d'elle-même presque sans effort. La restauration des anciennes dynasties faites par le Congrès de Vienne en Italie, n'avait réussi que partiellement. Dans tous les États de la péninsule, restitués en 1815 avec quelques agrandissements aux dynasties légitimes, les idées démocratiques et les aspirations nationales s'étaient répandues, surtout après 1830, dans les classes cultivées. Si la masse du peuple — ouvriers et paysans — restait fidèle aux anciens régimes, une partie de la bourgeoisie et de l'aristocratie, la plus agissante, la plus énergique, aspirait depuis vingt ans à des changements profonds. Tant que l'empire d'Autriche campa dans la vallée du Pô et tint sous le feu de ses canons tous les petits États de la péninsule, cette opposition dut se tenir tranquille. Mais à peine la France et le Piémont eurent-ils déclaré la guerre à l'Autriche que dans certains États, puis dans d'autres après Solférino et dès que l'Autriche eût évacué la Lombardie, les minorités s'insurgèrent contre les gouvernements tous

presque totalement désarmés. L'armée autrichienne — d'ailleurs très petite en comparaison des armées que l'Europe a vues après 1870 — avait été, depuis 1815, avec l'armée piémontaise, la seule force militaire sérieuse de la péninsule.

Les dynasties, dépossédées ou menacées, eurent alors recours à la Société des Nations de l'époque, c'est-à-dire aux Cours les plus puissantes de l'Europe, pour que les droits de leur légitimité fussent défendus contre les audacieuses attaques de la Révolution. Quand Cavour, rappelé au pouvoir, envahit l'Italie centrale en révolte contre ses gouvernements, tous les ministres plénipotentiaires accrédités auprès de la Cour de Turin furent chargés par leurs gouvernements de protester contre la violation du droit, que la dynastie de Savoie commettait sur des dynasties plus faibles. Mais à quoi pouvaient servir ces protestations, quand les événements se précipitaient avec une telle force ?

En affaiblissant l'empire d'Autriche qui le soutenait, la campagne de 1859 avait fait crouler, en Italie, l'ordre des choses établi en 1815. Pour le rétablir, il aurait fallu la force... Seul ou aidé par d'autres défenseurs du principe légitimiste, l'empire d'Autriche aurait dû déclarer de nouveau

la guerre au Piémont, envahir l'Italie centrale et méridionale, reconduire dans leurs États avec les baïonnettes les dynasties déposées par la révolution ; recommencer sur une plus vaste échelle la guerre que l'Autriche et la France venaient d'interrompre avec tant de précipitation, par crainte de complications ultérieures. Était-il possible de songer à une pareille aventure ? Mais si on ne pouvait pas recommencer la guerre, il ne restait plus qu'à laisser le pays sortir lui-même, comme il le pourrait, du chaos où la guerre de 1859, l'armistice de Villafranca, la paix incohérente de Zurich et les émeutes populaires l'avaient plongé.

Ce fut ainsi que la ligue des dynasties se trouva, tout à coup, en 1860, impuissante à défendre les droits de la légitimité. Au ministre de Prusse, venu chez lui protester contre les annexions de l'Italie centrale, Cavour répondit : « Vous nous remercieriez un jour de vous avoir montré le chemin. » La cristallisation de la Sainte-Alliance était brisée pour toujours.

La surprise pourrait se répéter un jour sous une forme différente.

La Société des Nations n'est pas une chose si nouvelle que son nom a pu le faire croire. Après

toutes les grandes guerres, les États européens ont senti, depuis trois siècles, le besoin de donner à la paix une certaine stabilité, à l'aide de principes réglant leurs rapports. Ce fut, après la guerre de Trente Ans, le système juridique qui, sous le nom de droit public, assura un certain ordre dans la paix et dans la guerre jusqu'à la Révolution française. Ce fut, après les guerres de l'Empire, de 1815 à 1914, l'accord des grandes dynasties, complet jusqu'à 1848, partiel ensuite, mais encore capable, après la guerre de 1870, de maintenir la paix pour quarante-quatre ans. C'est aujourd'hui, après la guerre mondiale, la Société des Nations, c'est-à-dire l'ensemble de règles et de principes qu'elle élabore et qu'elle impose aux États sociétaires, avec l'appui de l'opinion publique et des intérêts, coalisés en faveur de la paix.

La nouvelle tentative ne sera ni plus ni moins vitale que les précédentes. La Société des Nations s'imposera à tous les États et rendra les plus grands services, tant que l'Europe aura besoin de paix et aura raison de redouter des conflagrations générales. Mais elle n'est pas encore l'institution destinée à assurer l'avènement du royaume de Dieu sur la terre ou l'éternelle fraternité des

États. Comme la Sainte-Alliance, elle pourra s'affaiblir et s'épuiser, si le danger de guerres générales diminue et si des guerres localisées redeviennent en même temps nécessaires et possibles pour résoudre des questions autrement insolubles.

Les événements de 1859-1860 nous montrent comment les droits de la vie peuvent s'imposer à une cristallisation diplomatique. Pourquoi la Sainte-Alliance, qui avait été instituée pour maintenir *in æternum* les traités de 1815, a dû, en 1860, malgré sa force écrasante, reconnaître les faits accomplis ? Parce que les faits acquis représentaient une solution du problème italien, obtenue sans troubler trop profondément l'équilibre de l'Europe, tandis qu'il aurait fallu provoquer une conflagration énorme, pour empêcher cette solution ou pour en trouver une autre. Cette situation renversée était le résultat imprévu d'un demi-siècle d'histoire ; dès que l'Europe l'eut reconnu, les puissances de la Sainte-Alliance s'inclinèrent, ayant compris que l'application intégrale de leurs principes aurait provoqué des maux beaucoup plus graves que leur partielle violation.

Il en serait de même, un jour, si la Société des Nations voulait empêcher l'Europe d'évoluer vers

les formes auxquelles de profondes nécessités vitales la pousseraient. Une institution comme celle de Genève ne peut agir que dans la mesure où un ordre stable, une unité cristallisée entre certains groupes de puissances est en même temps possible et nécessaire. C'est pourquoi il est vraisemblable qu'elle aura, pour plusieurs générations, un rôle brillant à remplir en Europe.

En Europe, dans ce continent surpeuplé où les États ne peuvent vivre que grâce à une étroite collaboration économique, et intellectuelle, de longues paix, et les cristallisations qui les rendent possibles, sont presque une nécessité biologique. Je ne suis pas sûr qu'on puisse dire la même chose, aujourd'hui, de l'Asie. Une partie de l'Asie est dans un état de fermentation qui semble rendre toute cristallisation d'un ordre réglé impossible dans un avenir prochain. Il est évident, par exemple, que le chaos jaune échappe totalement à l'action de la Société des Nations.

Dans l'Amérique, une institution comme la Société des Nations semble moins nécessaire qu'en Europe, sinon superflue. Les États sont si grands, ils ont encore si peu de contacts entre eux, ils sont si peu armés que les dangers de guerre sont très petits et ses probabilités peu nombreuses. Les

guerres qui pourraient éclater seraient localisées presque par une nécessité géographique. Certains États américains sont plutôt exposés au danger de convulsions comme celles qui agitent depuis quinze ans le Mexique ; mais cette sorte de guerres échappe à la compétence de la Société des Nations, en Amérique comme en Asie.

L'Europe d'aujourd'hui rappelle la période où la Sainte-Alliance, malgré les sourdes oppositions qu'elle rencontrait partout, réussissait à imposer la paix, parce que l'Europe en avait besoin et la voulait. Comme la Sainte-Alliance, la Société des Nations réussira, malgré les oppositions cachées ou manifestes, à assurer la paix, chaque fois qu'elle aura à s'occuper de problèmes européens, si elle agit avec courage et clairvoyance. Il semble, au contraire, qu'elle n'aura pas beaucoup à faire en Amérique, au moins si des événements imprévus ne viennent changer même dans le Nouveau Monde l'équilibre des forces. Mais elle ne pourra agir ni souvent, ni avec succès en Asie, où la fermentation révolutionnaire semble rendre impossibles toutes les cristallisations de l'ordre.

XII

NATION ET CIVILISATION

« Musulmans contre Chrétiens, Orientaux contre Anglo-Saxons, démocratie contre dictature, libre pensée contre dogme, socialisme et communisme contre capitalisme, ce sont des conflits qui surpassent les rivalités des nations ou des empires et les aggravent. Au sein de chaque État, les aristocraties et les bourgeoisies, unies pour la défense, se divisent sur le choix d'une civilisation. Inversement, les hommes de la même religion ou du même idéal se tuent les uns les autres au nom de leur nation. Voilà le drame profond de notre siècle, voilà l'immense risque pour l'avenir. Les deux idées de civilisation et de nation sont désunies. Il s'agit, pour les jeunes Européens, de travailler à les réunir. »

Tous les lecteurs attentifs auront été ou seront

frappés par la concision lapidaire de ce passage, dans le livre qu'a écrit, sous le titre *Nation et civilisation*¹, un des historiens et des journalistes les plus brillants de notre temps, M. Lucien Romier. Ce passage donne, en quelques lignes, la substance de ce petit livre lumineux et profond ; et il pose sous sa forme plus générale et plus vitale la question de l'unité du monde et de ses contradictions. Il est évident que la conquête de la terre, son unification par les chemins de fer et les télégraphes, par l'américanisation et les institutions représentatives n'auraient pas grande importance si le monde, ainsi unifié, était déchiré par une lutte mortelle entre ces deux idées capitales.

Si une civilisation est une synthèse plus ou moins équilibrée et harmonieuse de principes moraux, de connaissances scientifiques, d'institutions sociales, d'activités pratiques et de créations esthétiques, celle que M. Romier appelle l'idée de civilisation ne fut jamais plus riche et brillante qu'en Europe et depuis un siècle. Les connaissances scientifiques se sont, pendant ce siècle, multipliées vertigineusement en même temps que toutes les formes de l'activité pratique : industrie,

1. Kra, Paris 1927.

commerce, agriculture, sport, inventions. Aucun siècle n'a peint, sculpté, édifié, composé, écrit autant que ce siècle infatigable et universel. Si la qualité des œuvres a parfois un peu souffert de leur abondance, le XIX^e siècle peut se vanter dans tous les arts d'une originalité et d'une audace inconnues aux époques précédentes. Merveille encore plus grande, le XIX^e siècle a été, malgré sa tiédeur religieuse, le grand siècle humanitaire, c'est-à-dire le plus chrétien des siècles. Aucun d'autre n'a adouci davantage les institutions politiques, les lois, la famille, les méthodes de l'éducation, les mœurs, la justice, la bienfaisance, tous les rapports entre les hommes. Aucun siècle n'a réussi à assurer à une partie de l'humanité plus d'ordre et plus de liberté.

« L'idéalisme chrétien, armé par l'esprit grec et s'appuyant sur l'ordre romain, a fait la gloire de l'Europe », écrit M. Romier.

C'est donc cette civilisation si cultivée, si humaine, si riche, si active, qui risque de s'engager dans un conflit mortel avec l'idée de nation, c'est-à-dire avec son organisation politique, dont l'idée de nation est ou va devenir partout la base ? Il est évident que, quand M. Romier dénonce ce danger, il pense à la guerre mondiale. Jusqu'à 1914,

personne n'avait craint que les trésors inestimables de notre civilisation pussent d'un jour à l'autre courir le danger d'une destruction totale. Tout à coup, nous avons vu l'esprit chrétien de l'époque la plus humaine impuissant à empêcher les atrocités de la guerre la plus meurtrière de l'histoire ; la sagesse de quatre générations, qui avaient fait de l'épargne et du travail deux vertus civiques, impuissante à limiter la dilapidation la plus gigantesque de capitaux qui se soit vue ; le sens juridique de la civilisation, qui seule avait réussi à vivre sous le double signe de l'ordre et de la liberté, impuissant à imposer le respect des règles les plus élémentaires de la guerre ; son amour de l'art impuissant à empêcher une effrayante destruction de chefs-d'œuvre ; sa science impuissante à s'affranchir de la haine de frontières.

D'un jour à l'autre, nous avons dû constater que, malgré notre culture, notre humanité, nos institutions libérales et la perfection des lois, l'État pouvait, comme représentant des intérêts nationaux, se mettre au-dessus de tout : de la morale, de la science, du droit, de la sagesse et du bon sens. A ce point de vue, notre civilisation a dû se reconnaître inférieure à d'autres plus pauvres, plus ignorantes et plus grossières. Avant

la Révolution française, même les États les plus despotiques ne pouvaient aspirer à une telle suprématie, encerclés comme ils l'étaient par d'autres puissances : par l'Église, par exemple, gardienne d'une loi morale que la conscience publique considérait, dans les pays catholiques, comme supérieure à tous les pouvoirs humains. Combien ces temps sont loin ! En 1918, j'ai eu occasion d'être en contact, à Rome, avec certains milieux dirigeants du Vatican. Nulle part ailleurs je n'ai trouvé une conscience aussi vive des redoutables conséquences matérielles et morales, que pourrait avoir une guerre illimitée dans l'espace, dans le temps et dans les moyens, comme celle qui ensanglantait l'Europe et l'Asie. Mais cette conscience était paralysée par un sentiment non moins vif de l'impossibilité de faire quoi que ce fût pour l'éviter. Si même l'Église se sentait impuissante, quelle autre institution ou groupe social aurait pu agir ? Toutes les forces actives de la civilisation européenne ont été, pendant ces terribles années, les esclaves dociles de l'État : la presse, l'opinion, la banque, l'industrie, la science, l'université, la religion.

Cette mainmise totale de l'État sur les biens les plus précieux d'une civilisation séculaire nous

effraye. Nous voudrions être sûrs qu'elle a été une exception et qu'elle ne se reproduira plus. Mais comment nous garantir contre le retour du danger ?

M. Romier a raison de dire qu'il serait absurde de se tourner vers l'État et de lui confier cette tâche salubre. L'État, dans les rapports de peuple à peuple, est l'expression même de l'égoïsme national, et les hommes d'État ne sauraient, sans trahir leur mandat, s'affranchir de cet égoïsme. « Les porte-parole de l'État vont défendre, écrit-il, dans les conférences internationales, des tendances ou des intérêts nés et enregistrés au préalable sous le signe du particularisme national. Ce signe ne peut être effacé par les hommes d'État. Les États pourront bien enregistrer les progrès de la solidarité européenne, ils ne sauraient la promouvoir. »

Il faut donc, pour empêcher que les États modernes sacrifient à des luttes toujours plus acharnées les trésors les plus précieux de notre civilisation, une puissante combinaison de forces morales indépendantes. Laquelle ? M. Romier envisage un pouvoir spirituel, analogue, dans une certaine mesure, à celui de l'Église du moyen âge, mais d'une forme différente : « une aristocratie

européenne de la foi et de l'idéal » ; une aristocratie « de la science et des arts », qui garderait la conscience de ce qui, dans la civilisation européenne, est essentiel, vital, supérieur aux égoïsmes et aux nécessités nationales ; de ce qui doit être toujours sauvé.

« Ce sont les élites qui font le prestige de l'esprit. C'est de leur collaboration par les universités, par les académies, par l'interpénétration des écoles et des influences, comme aussi bien par le redressement du goût dans l'aristocratie et dans la bourgeoisie que naîtra un grand siècle européen. »

Tel est le beau projet de l' « élite européenne » conçu par M. Romier. Renan, je crois, y avait autrefois songé plus vaguement, comme à un rêve splendide. La guerre mondiale va-t-elle transformer ce rêve en réalité ? Si elle devait aboutir à confier l'unité morale du monde à cette superaristocratie de l'intelligence, les sacrifices qu'elle a imposés n'auraient pas été trop grands. Travaillons donc pour la création de cette élite, mais sans nous cacher les difficultés, qui sont nombreuses.

La principale consiste dans celle qu'on pourrait appeler la « bureaucratisation de la culture ».

En France, on n'en redoute pas toujours les inconvénients autant qu'il faudrait, parce que la France est le seul pays d'Europe où il existe encore un certain nombre de centres de culture indépendants de l'État et qui peuvent lui faire opposition. Mais c'est une exception. Dans le reste de l'Europe, les sciences de la nature comme les sciences politiques et morales — droit, histoire, philosophie, économie politique — dépendent directement ou indirectement de l'État. La littérature et l'art sont plus libres ; mais, s'ils ne sont plus aux gages directs du pouvoir et obligés à le servir, ils ne peuvent le braver ou le mécontenter impunément. Aujourd'hui encore, partout, les artistes et les lettrés vivent plus agréablement et travaillent avec plus de profit, quand ils réussissent à capter la bienveillance du pouvoir.

Nulle part il n'y a plus, en Europe, un écrivain, un philosophe, un juriste, un historien, un physicien, un chimiste qui se trouve dans la situation où se trouvait, dans les pays catholiques, avant la Révolution française, le théologien, c'est-à-dire de pouvoir parler au nom d'une autorité que tout le monde considérait comme supérieure à l'État. Les doctrines sont trop élastiques pour qu'il soit difficile à un patriotisme sincère, même

s'il n'est pas stimulé par l'espoir d'un avantage personnel, de les mettre toujours d'accord avec les intérêts de l'État. Dans les années qui ont précédé 1914, les professeurs de droit international furent souvent appelés à dire leur opinion sur les incidents et les conflits qui se produisaient alors à chaque instant entre les grandes puissances. Je ne me rappelle pas un seul cas où un de ces juristes ait reconnu que son pays avait tort. Tous découvraient toujours des arguments pour démontrer que le droit était du côté de leur gouvernement. Pourquoi ? Ils étaient non pas des juristes qui jugeaient un point de droit, mais des avocats qui plaidaient une cause.

C'est la situation où sont aujourd'hui, plus ou moins, tous les intellectuels, dans tous les pays. Il me semble difficile qu'elle puisse changer d'un jour à l'autre. Et tant que cette situation durera, le recrutement de la nouvelle aristocratie ne sera ni très facile, ni très abondant.

Faut-il conclure que la lutte entre l'idée de nation et l'idée de civilisation va conduire l'Europe à une nouvelle barbarie ? Il faudrait admettre que l'état de choses créé par la guerre mondiale est destiné à devenir permanent.

Tant que la guerre a duré, les peuples ont subi

la dure loi de la nécessité. Tous les belligérants n'ont pensé qu'à sortir de la lutte le moins mal possible. Mais ils ont toujours considéré l'exaspération de l'égoïsme national imposé par la guerre comme transitoire, ou même comme un moyen pour mieux garantir dans le futur les biens que la guerre semblait détruire ou compromettre : la paix, le droit, la justice, la prospérité matérielle. Si ce que M. Romier appelle l'idée de nation a pris une grande force pendant le XIX^e siècle, l'idée de civilisation n'a nullement faibli. Malgré les ruines accumulées par la guerre et le désordre moral qu'elle a laissé partout, nous sommes encore l'époque la plus savante, la plus riche et la plus humaine de l'histoire.

Les sentiments qui nous ont valu cette supériorité ont été paralysés un moment ; ils n'ont pas été anéantis. Il faut seulement les laisser se manifester librement pour qu'ils reprennent toute leur force. Je crois avoir été un de ceux qui se sont fait le moins d'illusions sur les difficultés que les vainqueurs allaient rencontrer malgré leur triomphe ; mais je n'ai jamais cru que l'Europe renierait la partie la plus noble de sa vieille civilisation pour se suicider dans une guerre interminable d'amours-propres nationaux.

Les faits commencent à prouver que ce prudent optimisme n'était pas injustifié. La première fureur de la guerre passée, les égoïsmes nationaux se sont atténués ; peu à peu, ils consentent, chez tous les peuples, avec des résistances qui diminuent, les sacrifices nécessaires pour assurer à l'Europe un ordre stable : cette « cristallisation » de la paix, qui, sans être éternelle, est la première condition pour ramener l'Europe à sa splendeur d'autrefois.

Si l'on pouvait organiser ce que M. Romier appelle l'idée de civilisation, si l'on pouvait en confier la défense à une élite puissante et influente, il n'y aurait qu'à s'en féliciter. Mais les sentiments de la justice, du droit, de la solidarité, de la liberté, de l'humanité sont assez forts pour pouvoir, même sans cette élite, empêcher un retour à la barbarie, pourvu qu'ils puissent se manifester comme ils se manifestaient avant la guerre.

C'est pour cette raison que, tout en attendant l'élite européenne, il paraît surtout nécessaire et urgent, pour sauver la civilisation européenne, de défendre la liberté. La merveilleuse synthèse, faite par l'Europe, de l'esprit grec, de l'esprit romain et de l'esprit chrétien pourrait courir de sérieux dangers seulement si dans les États

les plus puissants et les plus civilisés de l'Europe le pouvoir tombait dans les mains de minorités armées, qui, au nom d'un nationalisme étroit et fanatique, ou d'un idéal nouveau de bonheur universel, comprimeraient les aspirations les plus nobles et les plus profondes de l'âme moderne. Alors vraiment, une lutte mortelle commencerait entre l'idée de civilisation et l'idée de nation, parce qu'elles ne se feraient plus équilibre, comme elles l'ont toujours fait en Europe, à l'exception de quelques crises passagères.

La légèreté avec laquelle, dans tous les pays, au lendemain de la guerre, une partie de la richesse et de la culture a joué avec les doctrines du despotisme, me semble beaucoup plus dangereuse pour la civilisation que les excès de l'égoïsme national. La liberté politique et intellectuelle est, aujourd'hui, le problème vital de la civilisation européenne. Celle-ci sera sauvée malgré la violente perturbation de la guerre, si la majorité des États européens réussit à conserver à toutes les forces morales de notre époque la possibilité de se manifester librement. Ces forces sont multiples, vivaces, profondes et contiennent en elles-mêmes la garantie de tous les équilibres nécessaires pour que l'Europe de demain soit digne de

l'Europe d'hier, même de l'équilibre entre l'idée de nation et l'idée de civilisation. Les égoïsmes nationaux sous toutes leurs formes — depuis la xénophobie, jusqu'à l'impérialisme — trouveront leur frein et leur limite dans ces forces salutaires. Si la synthèse de l'esprit grec, de l'esprit romain et de l'esprit chrétien a fait la grandeur de l'Europe, il faut, pour conserver cette grandeur, laisser ces trois esprits se développer, collaborer et lutter librement, à conditions égales, sans que l'État intervienne pour aider l'un à supprimer l'autre.

Le problème semble ainsi se simplifier beaucoup. La suprême sauvegarde d'une civilisation aussi complexe que la nôtre est la liberté ; et par conséquent celle qui dans les pays libres est devenue la grande force conservatrice, maintenant que les grandes forces conservatrices du passé — monarchie, Église, tradition, famille — sont tombées ou affaiblies : j'ai nommé le suffrage universel...

« Quel paradoxe ! Le suffrage universel, une force conservatrice... une sauvegarde de la civilisation ! » crieront beaucoup de lecteurs. Oui, c'est un paradoxe, et d'après les idées courantes dans certains milieux un paradoxe énorme. Depuis 1848 l'avènement du suffrage universel est considéré par les classes conservatrices, par

une partie des classes intellectuelles comme une nouvelle invasion des barbares, qui détruirait une seconde fois la civilisation. Mais ce paradoxe énorme ce n'est pas l'esprit inquiet d'un philosophe bizarre qui l'a créé ; ce sont les événements prodigieux, presque invraisemblables des dernières années. Il est comme une pierre angulaire du nouvel ordre de choses que les hommes doivent créer ; tant qu'ils ne l'auront pas compris, ils n'auront aucune idée de l'œuvre à laquelle ils travaillent.

Oui, le suffrage universel n'est pas seulement aujourd'hui la sauvegarde de la civilisation ; il est même le rempart de Dieu. Savez-vous qu'à un certain moment de la lutte entre l'Église et le gouvernement mexicain, les évêques du Mexique avaient proposé au gouvernement, qui a refusé, de soumettre toutes les questions controversées à un *referendum* populaire ? L'Église, qui pendant tant d'années a considéré le suffrage universel comme un hypostase de Satan, était prête, il y a un an, à lui confier, au Mexique, la cause de Dieu... Est-elle aussi, l'Église, en proie au délire démocratique ? S'est-elle mise à l'école de Jean-Jacques ? Non, mais elle a compris l'énorme paradoxe créé par les événements.

Jetez un coup d'œil sur l'Europe ; et comparez

les pays qui sont gouvernés par le suffrage universel — France, Angleterre, Allemagne, Belgique — et les pays où le suffrage universel a été enchaîné par une minorité armée — Russie, Italie. Que voyez-vous ? Les premiers sont gouvernés par une politique de mesures moyennes, c'est-à-dire de transactions entre les idées et les partis, de conciliation entre les intérêts. Dans les seconds, les minorités dominantes appliquent des idées extrêmes.

Le contraste n'est pas difficile à expliquer. Les masses énormes d'hommes — et dans beaucoup de pays de femmes aussi — qui composent le corps électoral des grands États modernes sont très hétérogènes. Toutes les classes, tous les métiers, toutes les professions, tous les intérêts, tous les degrés de la culture s'y mêlent. Riches et pauvres, ouvriers et paysans, lettrés et illettrés, bourgeois et aristocrates, marchands et savants, croyants et libres-penseurs, industriels et propriétaires forment ensemble la masse énorme du peuple souverain.

Cette masse peut commettre toutes les erreurs, avoir tous les défauts qu'on veut. Mais elle a une qualité : il est impossible qu'une masse si lourde et si hétérogène se laisse toute convaincre, sou-

lever, entraîner par une idée extrême. Sa volonté le brisera toujours en un grand nombre de courants différents, représentés par des partis plus ou moins clairvoyants, et qui devront s'entendre entre eux, en transigeant. Il y aura aussi, dans la masse, des courants extrémistes ; mais comme ils seront toujours plusieurs et opposés, aucun ne pourra dominer seul. Ceux qui ne voudront pas se condamner à des protestations stériles seront obligés à transiger avec les autres partis, extrêmes ou moyens. Une idée extrême n'est jamais acceptée que par une minorité homogène ; pour qu'elle puisse dominer l'État, il faut que la minorité homogène s'empare, seule, du pouvoir. C'est ce que le suffrage universel rend impossible.

Non, jamais le suffrage universel n'aurait consenti, en Italie, au rétablissement de l'absolutisme d'il y a cent ans. Jamais en Russie, si l'Assemblée Constituante n'avait pas été dispersée par le coup de force de Lénine, le suffrage universel aurait consenti l'énorme et radicale destruction qui a tout balayé en Russie. Des minorités extrêmes pourront en Europe provoquer la rupture définitive entre l'idée de civilisation et l'idée de nation, en sacrifiant ou l'idée de nation à l'idée de civilisation, ou l'idée de civilisation à l'idée de

nation. Le suffrage universel ne le fera jamais. La paix, la légalité, la sécurité, l'humanité, la justice, la patrie, la beauté, la culture, l'empire de la raison, la douceur des mœurs sont des aspirations de tous les peuples de l'Europe et de l'Amérique, appartiennent à celles que j'ai appelées ailleurs les « volontés profondes et permanentes » de la masse. Les peuples peuvent se tromper sur les moyens d'atteindre ces biens ; ou se faire illusion sur les sacrifices nécessaires pour les acquérir : mais ils les désirent ardemment et ils ne consentiront jamais à les détruire.

Plus le suffrage universel sera hétérogène et libre de s'organiser et de se manifester selon ses multiples tendances, moins seront à redouter les conflits entre sa « volonté profonde et permanente » et sa « volonté transitoire et capricieuse ». Un caprice, dans les collectivités comme dans les individus, est toujours quelque chose d'extravagant, de violent, d'extrême : mieux les masses hétérogènes des énormes collectivités modernes résisteront aux idées extrêmes, plus elles seront réfractaires aux écarts et aux entraînements des passions transitoires. La liberté sera partout la plus sûre collaboratrice de l'élite, qui devrait veiller sur la volonté souveraine du peuple, pour

qu'elle se manifeste toujours sous sa forme « profonde et permanente ».

La liberté n'est pas morte, comme prétendent les partis révolutionnaires, ennemis du suffrage universel, parce qu'il leur barre la route du pouvoir. Mais son rôle change avec le temps, et avec le rôle, sa théorie aussi doit changer. La liberté fut réclamée, il y a plus d'un siècle, pour libérer les énergies latentes de l'Europe et de l'Amérique, que les vieilles civilisations autoritaires et qualitatives emprisonnaient ; et achever la conquête et l'unification du monde, commencées depuis quatre siècles. Elle est nécessaire aujourd'hui pour équilibrer ces énergies dans un ordre, où le droit divin du nombre sera la garantie suprême des trésors les plus précieux de la civilisation. Tel est le nouveau devoir du monde, qui s'unifie sans un plan unique imposé du dehors par une seule force ; mais peu à peu dans un flux interrompu de décompositions et recompositions, dans une oscillation incessante de violences qui brisent d'anciennes cristallisations, et de nouvelles cristallisations qui enchaînent les violences unificatrices au moment où elles deviendraient mortelles.



ACHEVÉ D'IMPRIMER
LE 5 JUILLET 1927
POUR
LES ÉDITIONS KRA
6, RUE BLANCHE A PARIS
SUR LES PRESSES
DE
PAILLART, A ABBEVILLE

